



HIVER 2015

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Commémoration
du jour J

Visite au Yukon

La feuille d'érable
a 50 ans

Mike Wilson
honoré



Voyage d'études en France

Photos par Céline Brazeau Fraser



Marcia Frey, Kathy Gunter, Sydna Zeliff, Charlette Duguay, Glen McKinnon et Karen McKinnon lors d'une réception à Paris.



Vue du cimetière canadien à Bény-sur-Mer.



Glenda Miller, James Farnham et Hon. Raymond Setlakwe visitent le Mont St-Michel.



Léo Duguay et Charlette Duguay au cimetière américain.



Jack Silverstone et Glenda Miller lors d'une réception à Paris.



Monument des Royal Winnipeg Rifles à Courseulles-sur-Mer.



Dépôt d'une couronne de fleurs par l'ACEP à Bény-sur-Mer.



L'ancien député Francis LeBlanc et son épouse, Marlene Shepherd, se font la bise à l'ombre de la célèbre sculpture « Unconditional Surrender » à Caen.

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 11, Numéro 1

Hiver 2015

Table Des Matières

Voyage d'études en France Photos par Céline Brazeau Fraser	2	Comment cela marche: Et qu'ils dominent par l'honorable John Reid	29
Sous le regard du président par l'honorable Andy Mitchell	5	Comment publie-t-on Suite à la Colline? par Dorothy Dobbie	30
Rapport du directeur exécutif Article par Jack Silverstone, photos par Céline Brazeau Fraser	6	25 années bien remplies à l'ACEP par Scott Hitchcox	31
Travaux de l'AGA par Scott Hitchcox	9	Le grand débat sur le drapeau par Harrison Lowman	32
Héritage de Léo par Scott Hitchcox	10	Une feuille d'érable rassembleuse par Harrison Lowman	35
La promesse d'Andy par Adella Rose Khan	11	Des barres de chocolat pour le Guatemala et Kamloops Article par l'honorable Peter Adams, photos par Joanne Simpson	36
Honorer ceux qui ont servi Article par Adella Rose Khan, photos par Denis Drever et Bernard Thibodeau	12	Que sont-ils devenus? par Harrison Lowman et Scott Hitchcox	38
L'ACEP remet à Michael Wilson le Prix pour l'ensemble des réalisations Article par Harrison Lowman, photos par George Pimentel et Jennifer Nehme	14	Sur les étagères: Fighting to Lose par Carl Christie	40
Tony Fell est nommé membre honoraire lors d'une réception régionale Article et photos par Harrison Lowman	18	Sur les étagères: Morgan Le Fay par Richard Cameron	40
Notre visite au Yukon Article et photos par Dorothy Dobbie	20	Sur les étagères: Tragedy in the Commons par Harrison Lowman	41
L'ACEP commémore les soldats tombés en France par Léo Duguay	24	Cessez de dénigrer la période de questions par Keith Penner	42
Le jour J : la contribution du Canada et les répercussions au pays par Scott Hitchcox	26	Passages politiques par Harrison Lowman	43
Il me semble - Terroristes locaux par Dorothy Dobbie	28	Geoff @30 : Avortement. Religion. Confrontation. Élection. Du déjà vu? par Geoff Scott	46
		Observation électorale en Ukraine	47

ERRATUM

1. Dans le numéro précédent, aux pages 24 et 25, nous avons indiqué à tort que M. Greg Peters est l'huissier du bâton noir de la « Chambre des communes ». Comme nous le savons tous, il est dans les faits l'huissier du bâton noir du Sénat du Canada et joue un rôle de premier ordre dans les cérémonies organisées au Parlement du Canada. Ainsi, la légende figurant à la page 24 devrait se lire comme suit : « Greg Peters porte son uniforme officiel d'huissier du bâton noir du Sénat du Canada ». À la page 25, la légende devrait se lire comme suit : « Si le rôle d'huissier du bâton

noir est très symbolique, il conserve toutefois une importance essentielle dans les cérémonies du Parlement du Canada ». En outre, le crédit de la photo apparaissant à la page 25 aurait dû être attribué à Deb Ransom, du Cabinet du Premier ministre. *Suite à la Colline* s'excuse de ces erreurs.

2. Dans le numéro précédent, à la page 7, le sous-titre aurait dû se lire ainsi : « Le souper annuel Douglas C. Frith : plus d'un million de dollars amassés en dix ans ». *Suite à la Colline* s'excuse de cette erreur.



Céline Brazeau Fraser a pris en photo le groupe qui s'est rendu en France, devant le Mémorial de Vimy.

Rédactrice en chef
Dorothy Dobbie

Rédacteur adjoint
Harrison Lowman

Rédacteur associé
Geoff Scott

Stagiaires à la rédaction
Scott Hitchcox, Adella Khan

Comité de rédaction
Bill Casey, Dorothy Dobbie, l'hon. Betty Kennedy, Keith Penner, L'hon. John Reid et Geoff Scott

Comité de rédaction émérite
L'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch et Doug Rowland

Collaborateurs
L'hon. Peter Adams, Richard Cameron, Carl Christie, Dorothy Dobbie, Léo Duguay, l'hon. Andy Mitchell, Keith Penner, l'hon. John Reid, Geoff Scott, et Jack Silverstone

Adjoints à la production
Céline Brazeau-Fraser, Jennifer Nehme, Susan Simms, Karl Thomsen

ISSN
1920-8561

Mission
Suite à la Colline, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de l'Association et de la Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de la Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à adresser vos lettres, textes et suggestions à C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario) K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764; télécopieur : 613-947-1764; courriel : exparl@parl.gc.ca; site Web : www.exparl.ca.

Nouveaux stagiaires



Scott Hitchcox

Scott Hitchcox, qui est né et a grandi aux États Unis, apporte à la revue un autre éclairage sur la politique canadienne, en plus d'entretenir des illusions de grandeur et d'avoir une vague idée de ce qu'est un kilomètre. Scott est en troisième année d'un baccalauréat bidisciplinaire en criminologie et en science politique à l'Université d'Ottawa et fait partie des équipes d'athlétisme et de cross-country. Certes, il ne patine pas encore très bien, mais il aime la capitale et continue avec joie à en explorer les recoins, de Rideau à Sussex. Malgré son insistance à écrire les mots en américain et à mesurer nos températures glaciales en Fahrenheit, Scott espère devenir un atout pour *Suite à la Colline*.

Adella Khan

Née à Palmerston, en Ontario, Adella Khan a grandi dans la campagne ontarienne et sur les flancs d'une montagne à Trinité. Elle poursuit sa dernière année en journalisme et en études des femmes et de genre à l'Université Carleton. À Ottawa depuis cinq ans, Adella s'estime choyée d'avoir pu vivre dans deux pays et selon des coutumes différentes.

Son immersion dans des cultures distinctes a suscité en elle un désir ardent de raconter l'histoire des gens et d'établir des rapports entre celle-ci et la politique, qui a une incidence sur le quotidien.

« La politique m'intéresse parce que, malgré l'indifférence des citoyens, le travail des députés a d'énormes répercussions, affirme-t-elle. Mon travail à *Suite à la Colline* me permet d'écrire d'autres reportages sur la politique et de rencontrer les gens qui façonnent la vie des Canadiens. » Même si le journalisme demeure sa passion, Adella serait heureuse d'apporter autrement sa propre contribution au monde. Elle se réjouit de connaître les passions de nos lecteurs et se dit ouverte aux suggestions de reportages.

Offre du Hill Times

Chers ex-parlementaires,

En raison de votre expérience, vous apportez une perspective unique au débat sur la politique fédérale.

Nous vous offrons un rabais exclusif sur les publications imprimées et numériques du *Hill Times*.

Grâce à cette offre, vous recevrez la version papier à la maison et la version numérique à votre adresse courriel, en plus d'avoir l'accès complet aux nouvelles, aux chroniques et aux photos publiées en ligne. Vous pourrez aussi consulter les archives et les versions numérisées de nos numéros imprimés des 20 dernières années pour mener vos recherches.

L'offre d'automne Retour au Parlement coûte 125 \$ pour les versions imprimée et numérique, et 99 \$ pour la version numérique. Écrivez-nous à circulation@hill-times.com ou appelez-nous au 613-688-8832. Mentionnez bien l'offre exclusive à l'Association canadienne des ex-parlementaires.

Bien à vous,
Le Hill Times

Harrison Lowman nommé rédacteur adjoint

Nous avons eu nombre de merveilleux stagiaires principaux à *Suite à la Colline*, mais Harrison Lowman est allé bien au-delà de son stage à la revue. C'est pourquoi nous avons le plaisir de le nommer rédacteur adjoint en reconnaissance du temps consacré et du dévouement à l'égard de la revue. Merci, Harrison, pour ton excellent travail.

Hommage des députés provinciaux du Manitoba à Dorothy Dobbie

Le 6 novembre, l'Association des ex-députés de l'Assemblée législative du Manitoba remettait à Dorothy le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels, qui vise à saluer les remarquables contributions et réalisations accomplies durant la carrière d'un député provincial ou fédéral ainsi que l'apport exceptionnel à l'action communautaire depuis leur départ de la vie politique. C'est la deuxième fois que l'Association décerne ce prix.

À la remise du prix, le président de l'Association, M. Avis Gray, a déclaré : « Dorothy, vous avez le don de voir dans toute injustice ou inégalité une occasion de changer les choses et de rendre notre milieu, notre pays et le monde meilleurs. »



L'honorable Andy Mitchell.

Sous le regard du président

Comme c'est mon premier message à titre de président de l'Association canadienne des ex-parlementaires, j'en profite pour dire combien je suis honoré de servir les membres de notre association distinguée. Vous avez tous participé à l'édification de notre pays de manière particulière, et je désire sincèrement que l'Association vous permette de contribuer encore à la vie publique canadienne.

Merci aux prédécesseurs

J'ai la chance de reprendre le flambeau de Léo Duguay, qui a fait montre d'un excellent leadership pendant cinq ans. Celui-ci a travaillé sans relâche en notre nom, et il a réussi à mettre sur pied des programmes qui ont fait rayonner l'Association tant ici qu'à l'étranger. Il a aussi fourni des services aux membres et assuré la stabilité financière de l'organisation. J'ai l'intention de tabler sur le remarquable travail que Léo et son équipe ont accompli les cinq dernières années.

J'ai le plaisir d'être assisté par l'hon. Gerry Weiner, qui a accepté d'être le président de la Fondation pour l'éducation. Inépuisable et débordant d'idées, Gerry servira bien la Fondation puisqu'il fera fond sur les réalisations de l'ancien président, Francis Leblanc.

Sans anicroche

L'Association a organisé deux activités qui ont remporté un vif succès au printemps dernier. Plus de 500 personnes, dont de nombreux ex-parlementaires, ont assisté au Dîner pour la remise du Prix pour l'ensemble des réalisations, à Toronto, pour honorer notre collègue Michael Wilson. Ce dîner a généré d'importants revenus pour l'Association. Ceux-ci serviront à financer une foule de programmes destinés à nos membres et aux organisations qui nous aident à faire avancer la démocratie. Notre assemblée générale annuelle tenue à Ottawa s'est révélée une réussite puisque près de 100 participants étaient présents aux diverses activités. La cérémonie à la mémoire de nos collègues décédés cette année, durant laquelle nous avons souligné leurs contributions, a été bien accueillie par leurs proches et amis.

Activités, anciennes et nouvelles

Cet automne, l'Association a organisé trois manifestations importantes. En septembre, notre réunion régionale a eu lieu à Whitehorse, au Yukon. Quantité d'activités spéciales ont été mises sur pied pour remplir trois jours fort intéressants pour les participants. Notre 10e Dîner-bénéfice Douglas C. Frith a été donné le 22 octobre, à Ottawa. La fusillade sur la Colline nous a forcés à l'annuler et à le reporter au 31 mars 2015. En plus d'amasser des fonds pour financer les programmes de la Fondation, le dîner est l'occasion pour les parlementaires, actuels et anciens, de discuter avec les invités des questions d'intérêt public au Canada.

En novembre, l'Association, en partenariat avec la United States Association of Former Members of Congress, a entrepris son voyage d'étude de 2014 en Belgique et en France. Les participants se sont rendus sur les plages de Normandie et sur certains champs de bataille de la Première Guerre mondiale, qui a commencé il y a une centaine d'années, en plus d'assister aux cérémonies du 70e anniversaire du jour J. Nous avons également visité un certain nombre des champs de bataille de la Première Guerre mondiale, qui a débuté il y a 100 ans.

Nouveaux horizons

Dans le cadre d'un nouveau projet, l'Association canadienne des ex-parlementaires s'est mise à commanditer une série de réceptions régionales, qui visent à rassembler les membres de tous les coins du pays afin qu'ils fassent du réseautage, discutent de l'actualité et échangent sur nos activités. La première de ces réceptions a eu lieu à Vancouver en septembre, puis une autre à Toronto en novembre. On prévoit deux autres réceptions au Canada au cours du premier semestre de 2015.

En conclusion, je vous remercie de nouveau de votre soutien et me réjouis à l'idée de vous servir tout au long de la prochaine année.

Hon. Andy Mitchell,
Président



Rapport du directeur exécutif

Plus qu'un voyage d'études : une leçon d'histoire

Article par Jack Silverstone, photos par Céline Brazeau Fraser



Participants canadiens et américains de la visite d'étude, au Musée du Débarquement de Utah Beach.

Les événements du 22 octobre

Personne à Ottawa, ni ailleurs au pays, n'oubliera les terribles événements du 22 octobre. Nous avons tous été stupéfiés par la violence de l'attaque. Ce mercredi-là, nous avions prévu de tenir notre 10e dîner-bénéfice pour la Fondation de l'éducation. Vu les circonstances, nous avons dû le reporter. Nous avons décidé après mûre réflexion de le tenir le 31 mars 2015. Nous sommes très heureux que notre conférencier, M. Steve Paikin de TVO, sera des nôtres, toujours au Château Laurier. Nous nous sommes efforcés de ne rien changer, sauf la date, pour que l'activité montre, de façon modeste, aux adeptes de la violence qu'ils n'empêcheront pas les Canadiens de vivre dans la paix et la démocratie. Nous nous réjouissons à l'idée de vous revoir au dîner-bénéfice, une activité très courue dans la capitale.

Je tiens à remercier sincèrement le généreux commanditaire principal, les bienfaiteurs et tous les autres nombreux

commanditaires pour leurs soutien et coopération sans faille pendant et après la crise du 22 octobre. Nous sommes reconnaissants envers les membres de la police et des services de sécurité, qui ont vaillamment protégé les Canadiens et leurs institutions lors de ce jour fatidique.

Voyage d'études en Normandie et en Belgique

À l'occasion du 70e anniversaire du jour J et le 100e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, nous avons entrepris un voyage d'études d'une semaine avec nos collègues de la United States Association of Former Members of Congress, pour nous rendre aux plages du débarquement de Normandie en France ainsi que sur les champs de bataille de la Grande Guerre. Comme Canadien, j'ai été fasciné par le monument aux Royal Winnipeg Rifles vu le premier jour de notre voyage à Juno Beach. J'éprouvais de plus en plus de fierté à mesure que nous visitons

le petit, mais magnifique Centre Juno Beach, qui montre l'héroïsme et la compétence militaire des Canadiens lors du débarquement des Forces le 6 juin 1944. J'étais frappé de stupeur pendant que notre jeune guide canadienne pilotait notre groupe composé d'une trentaine d'ex-législateurs canadiens et américains dans les fortifications bâties par les Allemands, et me demandais comment on a pu les prendre d'assaut.

Nous remercions les merveilleux employés canadiens et français du Centre, une institution amplement digne du soutien du Canada. Ensuite, nous sommes allés à Bénus sur Mer et avons été très émus par le cimetière militaire canadien d'une parfaite géométrie. Comme la guide le soulignait, le cimetière, bien entretenu et non clôturé, est très respecté des Français.

Le lendemain, le 11 novembre, nous sommes allés à l'impressionnant musée et au cimetière d'Omaha Beach, où reposent tant de jeunes et braves soldats.



Dépôt de couronnes de fleurs au cimetière canadien à Bénvy-sur-Mer.

« Les Canadiens, surtout les jeunes, doivent être conscients des sacrifices faits par nos militaires durant les deux guerres mondiales. »



Présentation de drapeau et dépôt de couronnes de fleurs à Hallu.



Dorothy Price et l'hon. Vim Kochhar au cimetière américain.

Nous étions honorés d'assister à la cérémonie de dépôt de couronnes, puis de visiter le grand cimetière immaculé. Tout comme à la visite des fortifications de Juno Beach, j'étais stupéfié par l'héroïsme des Forces alliées, qui ont franchi les nombreuses barrières tant naturelles qu'érigées par l'homme, au prix de trop de vies humaines. Les



Participants canadiens et américains de la visite d'étude, à la crête de Vimy.

mêmes émotions et observations ont ressurgi lorsque nous avons vu le lieu de débarquement des Américains, le musée à Utah Beach et le lieu d'atterrissage qui a mal tourné à Sainte Mère-Église, rendu célèbre dans le film épique *Le Jour le plus long*.

Nous avons ensuite fait un long trajet en autocar, de Normandie jusqu'à

l'Est de la France ainsi qu'une visite très émouvante et chaleureuse à Hallu où on a trouvé dernièrement la dépouille de soldats canadiens tombés au champ d'honneur durant la Grande Guerre (le président sortant, Léo Duguay, chef du pendant canadien du groupe, a écrit à ce sujet dans ce numéro). Par la suite, nous nous sommes rendus à Vimy.

Rien ne peut bien nous préparer à cet endroit désolé, où l'on voit encore les cratères creusés par les bombes et les obus recouverts de pelouse, mais toujours nettement visibles. Nul n'est prêt devant la proximité entre les tranchées des Alliés et de leurs adversaires. L'horreur et la misère nous frappent, puis la tristesse à la vue du Mémorial national du Canada à Vimy dans l'un des endroits les plus lugubres sur terre. La taille seule de ce monument est presque insoutenable au regard. En fait, tous les Canadiens devraient connaître ce mémorial.

Nous avons conclu le voyage en déposant une couronne à la Porte de Menin, à Ypres, en Belgique, où on entend la sonnerie Aux morts jouée au clairon depuis près de 100 ans. La pièce raconte l'histoire de l'un des milliers de soldats inconnus, pour qui le monument a été érigé. Il est impossible de bien décrire les émotions inévitablement ressenties à la cérémonie. Le soir où nous y avons assisté, des milliers de gens, dont beaucoup d'étudiants, étaient bien alignés sur les côtés, et tout s'est bien déroulé grâce aux bons soins de la Last Post Association.

Voici quelques points importants de ce récit de voyage raccourci. Tout d'abord, les Canadiens, surtout les jeunes, doivent être conscients des sacrifices faits par nos militaires durant les deux guerres mondiales. Ensuite, le Canada devrait mieux soutenir le Centre Juno Beach. En outre, il faut que les Canadiens sachent toute la reconnaissance que les Français et les Belges ont envers eux pour les avoir libérés du joug du tyran nazi. Les peuples français et belge prennent la commémoration et la conservation de l'histoire très au sérieux, et nous devrions nous en inspirer. Pour finir, la coopération avec nos collègues américains et européens est toujours de bon augure.

Réception à Toronto

Le mercredi 26 novembre, nous avons tenu la deuxième des réceptions données par le président, à l'hôtel Royal York, à Toronto. La première avait eu lieu à Vancouver en septembre, et d'autres sont prévues prochainement à Montréal et à Halifax. À la réception de Toronto, M. Tony Fell, O.C., a été fait membre honoraire de l'Association en reconnaissance de son travail extraordinaire à l'organisation de la remise du Prix pour l'ensemble des réalisations à l'honorable Michael Wilson, en mars, qui a été couronnée de succès.



Participants de la visite d'étude, à Juno Beach.



Jeune de 10 ans de Hallu et Léo Duguay (voir le récit en p. 24)



Sculpture à Juno Beach.



Sandra Hellyer, l'hon. Paul Hellyer et Dorothy Price lors d'une réception à Paris.



Marlene Shepherd, John Creighton et Jennifer Birchall-Creighton lors d'une réception à Paris.

Pause durant les festivités

par Scott Hitchcox, photos par Dorothy Dobbie



Les membres du conseil. De g. à d.: Francis LeBlanc, Ian Waddell, Phon. Don Boudria, Geoff Scott, David Daubney, Phon. Andy Mitchell (nouveau président élu), Phon. David C. Walker, Marlene Catterall, Phon. Gerry Weiner, Phon. Audrey McLaughlin, Phon. Paul Dick, Phon. Vim Kochhar, Léo Duguay (président sortant), Phon. Karen Redman, Phon. Mary Collins et Phon. Sue Barnes.

L'assemblée générale annuelle, qui a eu lieu les 8 et 9 juin cette année, était l'occasion pour les ex-parlementaires et leur famille de fraterniser, de saluer les réalisations des autres et de rendre hommage aux amis et collègues qui nous ont quittés. Les festivités ont été toutefois interrompues le temps d'une séance de travail, qui s'est déroulée après le déjeuner dans le hall principal de l'édifice de Bibliothèque et Archives, au deuxième jour.

On a d'abord présenté les invités et approuvé l'ordre du jour, puis on a passé en revue les faits saillants de la dernière année, notamment le nombre croissant de membres, les réunions régionales productives et les voyages d'études au Pérou et au Chili, qui ont été couronnés de succès. Durant ceux-ci, les membres ont pu se rendre à des lieux historiques et culturels ainsi que rencontrer des législateurs, anciens et actuels, des deux pays.

Nouveaux stagiaires et Prix

Après avoir brièvement présenté les

stagiaires de cette année, qui sont remplis de talent, humbles et de fière allure, l'Association a souligné l'excellence d'un de ses pairs en décernant le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels à l'ancien sénateur libéral, l'honorable Michael Kirby. Elle a aussi mentionné la remise du Prix pour l'ensemble des réalisations à l'ancien député du Parti conservateur-progressiste, l'honorable Michael Wilson.

Ensuite, la séance a porté sur l'avenir de l'Association, notamment la réputation d'excellence et de promotion de la démocratie qui ne faiblit pas avec les années. On a parlé aussi des nouveaux partenariats avec nombre d'organisations, dont le Centre parlementaire, la Bibliothèque du Parlement et l'ambassade des États Unis, qui ont contribué à faire connaître l'Association et l'efficacité de ses engagements. L'organisation a donc pu mener à bien diverses initiatives, dont le Dîner-bénéfice Douglas C. Frith, grâce auquel on a amassé 1,3 million de dollars depuis 2005 pour financer les

programmes éducatifs administrés par l'Association et ses partenaires.

Démocratie à l'étranger

Pour finir, l'Association s'est penchée sur les derniers efforts consacrés à la promotion de la démocratie à l'étranger. Membre de l'Initiative mondiale pour la démocratie récemment rebaptisée, l'Association œuvre déjà avec des groupes analogues établis dans des pays démocratiques, qui encadrent et aident les démocraties émergentes. Cocréatrice aussi de l'Institut international des observateurs électoraux, elle a observé des élections dans plus d'une vingtaine de pays, notamment l'Ouganda, l'Égypte et Haïti.

Même si les travaux semblent souvent arides et pointus, l'Assemblée annuelle de cette année a fait ressortir les nombreuses réalisations de l'Association, sa constante évolution et sa grande contribution à l'avancement de la démocratie. Forte des nouveaux président et conseil, l'Association connaîtra certainement autant de succès.



L'honorable Jean Bazin remet à Léo Duguay une plaque en reconnaissance de son excellent service à l'ACEP.

Tout au long de sa brillante carrière, Léo Duguay a porté bien des titres : enseignant, député au Parlement, chef de cabinet du très honorable Joe Clark, alors ministre des Affaires étrangères, un des principaux lobbyistes du Canada selon le Hill Times et même joueur de hockey de compétition, à une époque.

Amateur de sport depuis toujours, M. Duguay joue toujours trois fois par semaine avec des « vieux », comme ils se décrivent eux-mêmes. Il n'a rien d'un dilettante, car il a été intronisé au Temple de la renommée du hockey du Manitoba en 2007. En 1965, il faisait partie des Bisons de l'Université du Manitoba, la seule équipe manitobaine à avoir remporté le championnat de hockey universitaire du Canada.

Fait plus récent et probablement plus pertinent, M. Duguay a assuré la présidence de l'Association de 2009 à juin 2014, moment où Andy Mitchell lui a succédé. Membre de l'Association depuis la création de celle-ci, Léo a occupé les fonctions de membre du conseil et de secrétaire, avant d'en devenir le président à la suite du tragique décès de Doug Frith.

Selon M. Duguay, le président exerce des fonctions semblables à celles de la plupart des autres membres de la direction, sauf qu'il doit aussi présider le conseil d'administration et agir à titre de « président-directeur général » de l'Association.

Mandat impressionnant

Après cinq ans à la présidence, Léo a terminé un mandat marqué par la forte hausse de programmes et de services offerts par l'Association dans le but de «

Héritage de Léo

par Scott Hitchcox

Léo Duguay a assuré la présidence de l'ACEP durant cinq ans. Son leadership et son énergie ont bien fait avancer l'Association.

promouvoir la démocratie au Canada, particulièrement auprès des jeunes du Canada et des nouveaux parlements à l'étranger ».

Durant sa présidence, M. Duguay s'est notamment employé à consolider la situation financière de l'Association et à créer le Prix pour l'ensemble des réalisations, décerné pour la première fois au très honorable Don Mazankowski, à Calgary, en 2010. Ce prix est remis lors d'un dîner-bénéfice, qui s'est tenu quatre fois déjà et qui a permis de recueillir 500 000 \$ pour financer les travaux de l'Association.

M. Duguay a su resserrer les liens avec les institutions d'observation des élections. Il a par ailleurs entrepris, avec un certain succès, de renforcer l'Initiative mondiale pour la démocratie en collaboration avec nos homologues des États Unis et du Parlement européen. Il a aussi appuyé les activités menées par la Fondation pour l'éducation, dans lesquelles les membres se rendaient dans les écoles et les universités et y donnaient des conférences.

Léo a professionnalisé la fonction de directeur exécutif de l'Association pour alléger la charge des membres élus qui s'occupaient de la gestion. Il est très reconnaissant envers Jack Silverstone pour son appui à mesure que l'Association allait de l'avant avec ses projets.

Travail d'équipe

Lorsqu'on l'interroge sur son rôle personnel de président dans les nombreuses réalisations de l'Association, le côté joueur de hockey de toujours ressurgit chez M. Duguay.

« C'est certainement un travail d'équipe. Nos objectifs ne peuvent être atteints par une seule personne : bien des gens ont conjugué leurs efforts, dit-il. L'Association a beaucoup de chance, car elle a un personnel très compétent et un conseil d'administration très dévoué. »

Dans sa modestie, M. Duguay attribue le mérite de l'expansion de l'Association à une armée de députés et de sénateurs

bénévoles, qui ont déployé tant d'efforts.

Comme il aime à le dire, « ils donnent de leur temps pour promouvoir la démocratie et ils sont tous experts dans leur domaine ».

« On se souviendra de ses réunions brèves et assez professionnelles, de sa capacité à prendre des décisions rapidement et avec confiance ainsi que de son dynamisme, de sa chaleur et de sa prévenance, affirme son ex-collègue Dorothy Dobbie. Léo a laissé la partisanerie de côté lorsqu'il a quitté sa charge publique. En tant que président, il traite tous les membres avec équité et respect, et je sais que tous apprécient ce traitement. »

Même si M. Duguay n'est plus président, son influence continuera certainement à se faire sentir à l'Association. Désormais, ses responsabilités consistent, selon lui, à « encourager le président et le conseil actuels ». Il est heureux d'apporter une quelconque aide si on le lui demande et espère que les prochains présidents sauront tabler sur les réalisations accomplies sous sa présidence.

Avenir de l'Association

M. Duguay considère que la présence et les programmes de l'Association sont en constante évolution. Même si le nombre de membres augmente, Léo souhaite que davantage d'ex-parlementaires tirent avantage du soutien et de l'amitié entre pairs qui sont possibles à l'Association.

« La recherche de ressources et d'appuis pour poursuivre nos travaux est capitale pour assurer notre avenir, affirme M. Duguay. Grâce à nos efforts, des entreprises et d'autres entités se sont mises à remarquer ce que nous faisons, soit créer d'autres possibilités de remplir notre mission concernant la démocratie. »

Il n'est plus à la tête d'une organisation dynamique, qui a certainement pris la bonne direction. Si les prochains présidents font autant avancer l'Association que Léo Duguay, nul ne saura dire ce que l'Association ne pourrait pas accomplir.

La promesse d'Andy

La réputation d'équité, de dévouement et d'intégrité d'Andy servira bien l'Association.

par Adella Rose Khan



L'honorable Andy Mitchell a assuré la présidence de l'Assemblée générale de l'Association en juin dernier.

Le nouveau président de l'Association, le très honorable Andy Mitchell, a construit sa vie sur le travail acharné et le service public.

Son premier geste pour le service public a été de partir de Montréal, au Québec, où il est né. Il s'est installé à Ottawa afin d'étudier à l'Université Carleton, où il a décroché son baccalauréat en science politique.

Encouragé par Maurice Foster, son défunt ami et alors député libéral de Manitoulin, M. Mitchell s'est porté candidat dans Parry Sound—Muskoka et a été élu député et membre du parti au pouvoir au fédéral.

Il affirme que, tout au long de sa carrière et de son mandat, son ambition consistait à améliorer le sort des autres.

« Les députés travaillent certes beaucoup à l'élaboration de lois et de questions publiques élargies, déclare-t-il. Ils s'occupent constamment des simples citoyens et de leurs difficultés. J'ai vécu mes plus grands moments de satisfaction de député lorsque j'ai pu venir en aide à quelqu'un. »

Contributions au pays

Andy Mitchell s'est employé à créer un changement positif dans la vie des Canadiens alors qu'il occupait les fonctions de secrétaire d'État aux Parcs, secrétaire d'État au Développement rural et secrétaire d'État responsable de FedNor. Il a aussi exercé les fonctions de ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre d'État responsable de FedNord. M. Mitchell a aussi contribué à l'apport du Canada aux ententes de l'OMC. Il a finalement fait partie des cabinets de Jean Chrétien et de Paul Martin.

Il a accompli l'une de ses contributions les plus durables sous la gouverne du premier ministre à l'époque, M. Chrétien, qui a alors créé le poste de se-

crétaire d'État au Développement rural pour l'aider à réaliser son objectif, qui était de placer les Canadiens des régions rurales au cœur des préoccupations du Parlement.

« Même si le Canada est un pays très urbanisé de nos jours, nos réussites dépendent aussi bien des villes que des régions rurales », avance-t-il.

L'ancien premier ministre Paul Martin a vanté l'expertise de M. Mitchell, qui ne se limite pas aux dossiers liés au milieu rural et à l'agriculture, et dit qu'il ne faut pas cataloguer le président. Il ajoute que M. Mitchell se distingue par son grand altruisme.

« La qualité des gens qui deviennent députés est absolument essentielle au soutien de nos droits démocratiques », de dire l'ancien premier ministre. Si je devais énumérer les types de personnes qui, selon moi, devraient sans aucun doute être élus ou qui devraient faire carrière au Parlement à un moment ou à un autre de leur vie, Andy Mitchell en ferait certainement partie.

La carrière au Parlement de M. Mitchell s'est peut-être terminée en 2006, mais sa solidarité communautaire n'a certainement pas faibli.

À l'extérieur de la Chambre

Après avoir quitté ses fonctions, M. Mitchell s'adonne toujours à ses passions. En effet, il œuvre en politique municipale à Selwyn et à Peterborough, enseigne à l'Université Trent et dirige la Société de développement économique du Grand Peterborough.

À l'université, il a travaillé à temps partiel sous les ordres de Mme Julie Davis, vice-présidente des relations extérieures et de l'avancement, afin de resserrer les liens avec la collectivité et le gouvernement.

Mme Davis affirme n'avoir jamais cessé d'apprendre grâce à M. Mitchell et se fait l'écho de M. Martin, qui disait que

M. Mitchell fait montre d'une éthique de travail dans toutes les sphères de sa vie, qui n'a pas d'égal.

« Il ne dort jamais, déclare-t-elle. J'admire énormément qu'il trouve toujours du temps pour courir, même si ce n'est que sur un tapis de jogging. Dire que je me plaignais de ne pas avoir le temps de faire d'exercice même si je savais qu'il allait courir à une heure du matin. »

Mme Davis a fait l'éloge de la connaissance que M. Mitchell possède de sa communauté et de sa facilité à aborder quiconque autour de lui.

« Il est difficile de trouver quelqu'un qui dirait du mal de M. Mitchell, car il se comporte avec une telle intégrité et qu'il est respecté par tous dans la collectivité », continue-t-elle.

M. Mitchell a mené à bien ses mandats en politique municipale et ses contrats à la faculté des relations gouvernementales de Trent. Mme Davis a raconté que la faculté lui a organisé une cérémonie d'adieu à laquelle de nombreux jeunes qui ont bénéficié de ses conseils au début de leur carrière ont assisté.

« À la fin, nous avions tous les deux une blague à répétition : il était l'un des grands sages qui guidaient les jeunes dans le désert, poursuit-elle. Il avait une si vaste expérience et tant à apporter aux discussions. Quel plaisir cela a été de travailler avec lui. »

Honorer ceux qui ont servi

par Adella Rose Khan, photos par Denis Drever et Bernard Thibodeau.



L'hon. Andy Mitchell et Francis LeBlanc.



Des membres des familles ainsi que des parlementaires, anciens et actuels, se rassemblent dans la salle du Sénat pour le service commémoratif annuel.



C'est dans une atmosphère empreinte de solennité silencieuse que les familles, amis et collègues ont gagné leur siège dans l'enceinte du

Sénat, le lundi 9 juin 2014. Le quintette de cuivres des Forces canadiennes a accueilli les proches au 15^e service commémoratif annuel de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

C'est pour honorer la mémoire de 23 ex-parlementaires décédés au cours de l'année que le drapeau canadien était en berne à la Tour de la Paix et que le 15^e service commémoratif annuel a été organisé par l'Association.

Tout au long du service, on a souligné leur dévouement avec chaleur, respect et amour.

M. A. J. Shewchuck, petit-fils de feu l'honorable Fred J. Mifflin, a lu un extrait d'un discours du comte de Minto, huitième gouverneur général du Canada. L'extrait témoigne du respect à l'endroit de ceux qui ont occupé une charge publique et qui inspireront un service public de nouvelle génération.

« Les Canadiens et les Canadiennes ont bâti leur histoire, et continuent de le faire au quotidien, mais ceux de la génération actuelle disposent de beaucoup plus de temps pour lire et pour écrire que ceux des précédentes. J'espère qu'ils vont continuer à le faire, et ne jamais cesser. Il y trouveront de quoi être fiers. »

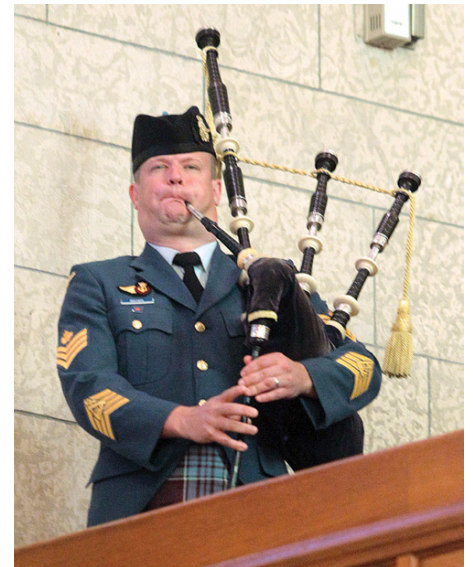
À la suite des attestations de dévouement des personnes dont la mémoire est honorée et de leur importance pour le Canada, l'honorable Don Boudria a procédé à l'appel du nom de chacun d'entre eux. Leur famille s'est levée à tour de rôle en signe de respect pour l'être cher.

Après la minute de silence, résonnait dans l'enceinte la cornemuse du sergent Thomas Brown, puis une couronne a été déposée en l'honneur des disparus.

En plus de la musique et des lectures émouvantes, les parlementaires décédés ont reçu un hommage individuel et collectif pour leur contribution au pays.



Chœur de la police d'Ottawa.



Le sergent Thomas Browne, cornemuseur-major.



L'hon. Noël Kinsella et l'hon. Andrew Scheer.



Représentants des familles.



L'hon. Wayne Easter et l'hon. Lisa Raitt.



M. A.J. Shewchuk, petit-fils de feu l'hon. Fred J. Mifflin, C.P., député, et M. Pierre Isabelle, fil de feu Gaston Isabelle, député.

Quatre carrières, quadruple victoire

Article par Harrison Lowman, photos par George Pimentel et Jennifer Nehme



De g. à d. : Le président Tony Fell, l'honorable Michael Wilson, le coprésident Bob Rae et le président de l'ACEP, Léo Duguay, avec le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels.

En mai, l'hôtel Fairmont Royal York était plein à craquer, puisque l'Association avait invité près de 800 anciens députés et sénateurs ainsi que des gens d'affaires et des membres du milieu des soins en santé mentale afin de saluer l'ensemble des réalisations de l'honorable Michael Wilson.

Dans l'impressionnant salon Canadien de cet hôtel historique, sous les gigantesques armoiries canadiennes en métal, celui qui a été ministre, député, diplomate, banquier d'affaires et leader communautaire a reçu le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels de l'Association. Créé en 2010, ce prix est remis à d'ex-parlementaires « qui ont une influence importante et positive sur la vie et la politique canadiennes et qui ont été des députés modèles au service de leurs citoyens et leurs communautés ». M. Wilson est le quatrième ex-parlementaire à recevoir cet honneur.

Financier de confiance

Né à Toronto en 1957, Michael Wilson étudie au Upper Canada College, au Collège Trinity, puis à l'Université de Toronto, où il obtient son diplôme en 1959. Jeune homme, sa passion pour les investissements le mène à Londres, puis à Ottawa pour une formation au ministère des Finances. En 1961, il est recruté par une petite société de placement, Harris et associés.

« Il se distinguait par son haut sens de l'éthique et de l'intégrité et sa résolution à faire passer les intérêts de ses clients en premier », a déclaré M. Tony Fell, ancien PDG de RBC Marchés des Capitaux, qui présidait la cérémonie.

C'est dans le bureau de ce dernier qu'en 1979, M. Wilson, alors âgé de 42 ans, annonce vouloir quitter le secteur privé pour briguer l'investiture du Parti progressiste-conservateur dans Etobicoke Centre. M. Wilson a décrit comment tous à la so-

ciété croyaient qu'il n'avait aucune chance d'être élu, encore moins de remporter l'investiture. Ils se sont tous trompés.

Leader au Parlement

En février 1980, M. Wilson devient le député progressiste-conservateur dans ladite circonscription et, quatre ans plus tard, ministre des Finances. En 1991, il occupe les fonctions de ministre de l'Industrie et de ministre du Commerce international. Durant ces derniers mandats, il a contribué à la mise en œuvre de la TPS et a encadré les négociations de l'ALENA.

« Je l'ai connu au Parlement alors que je siégeais au comité sur la TPS à son cabinet. J'ai vu comment ce grand ministre des Finances, intelligent et humain de surcroît, travaillait, a déclaré l'ex-première ministre Kim Campbell. Il a accompli de grandes choses pour le Canada, dont nous pouvons toujours être fiers. Et, à mon avis, c'est important. »



L'honorable Michael Wilson parle de la nécessité de s'occuper davantage de la santé mentale.



M. Tony Fell a présidé la cérémonie, et l'Association le remercie pour son excellent travail.



Invités spéciaux de l'hon. Michael Wilson.



Ci-dessus : Doug, Jennifer et Susan Bassett À d. : Le très hon. Joe Clark et sa conjointe, Maureen McTeer.



Ci-dessous: Un invité, Julia Foster, l'hon. Michael Wilson, l'hon. Brian Tobin, un invité et l'honorable Ed Lumley.

L'ex-premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae, qui a coprésidé la cérémonie avec M. Tony Fell, et la très honorable Kim Campbell.





Charlette Duguay, Léo Duguay, Dorothy Dobbie.



L'hon. Michael Wilson discute avec l'hon. Brian Tobin.



L'hon. Mary Collins en compagnie de l'hon. Peter Van Loan.



Distingués invités en compagnie de l'hon. Raymond Setlakwe (au centre).



Des amis de l'hon. Michael Wilson.

Durant son allocution, M. Wilson a louangé l'ancien premier ministre Brian Mulroney. À son avis, le chef des progressistes-conservateurs a montré son savoir-faire politique et son sens de la stratégie ainsi que la liberté et l'encouragement nécessaires pour exercer ses fonctions. Les louanges étaient réciproques.

En effet, M. Mulroney a déclaré ceci dans un message vidéo : « Si un premier ministre du Canada est très chanceux, il aura un Michael Wilson dans son cabinet. »

Michael Wilson a quitté la vie politique en 1993.

Ambassadeur exemplaire

M. Wilson est rapidement appelé à représenter les Canadiens. En février 2006, le premier ministre Stephen Harper a fait de lui le 22^e ambassadeur du Canada aux États Unis. Durant le mandat qu'il exerce jusqu'en 2009, il s'est surtout occupé des dossiers du bois d'œuvre, du pétrole et de l'Afghanistan. En 2010, il est nommé compagnon de l'Ordre du Canada, après avoir été officier de l'Ordre depuis 2003.

Champion de la santé mentale

M. Wilson retourne ensuite dans le secteur privé comme président de Barclays Capital Canada. Pendant qu'il occupe ce poste, il met aussi à profit l'expérience et la notoriété acquises dans la sphère publique pour que la lumière soit faite sur les difficultés des personnes qui demeurent à l'abri des regards.

« Dans la vie post-parlementaire, Michael et Margie nous ont montré la manière de servir encore. Ils prennent des difficultés personnelles et les rendent importantes pour tous, affirme l'ancien chef libéral et coprésident de la cérémonie, Bob Rae. Ils ont fait de la santé mentale une cause tant personnelle que publique. »

« Une expression démodée caractérise Mike : il s'agit de sens du devoir, soutient l'ancien premier ministre du Canada, Joe Clark. Mike a été élevé à reconnaître et à respecter le devoir envers la société. À mon avis, il est l'incarnation de ce sens. »

Lorsqu'il était député, M. Wilson écoutait de nombreux citoyens touchés par des problèmes de santé mentale. À l'époque, il ne connaissait personne qui faisait du bénévolat dans ce domaine. Plus tard, il a lui-même été touché puisque son fils Cameron souffrait d'un problème de santé mentale qu'il essayait de cacher. Un jour, il m'a dit, et je ne l'oublierai jamais, explique M. Wilson. « Papa, ne dis à personne ce qui ne va pas chez moi. Si ça se savait, je perdrais mes amis et ne travaillerais plus jamais. »

Comme M. Wilson l'expliquait, son fils de 29 ans a traîné son fardeau jusqu'à ce qu'il s'enlève la vie en 1995.

« Notre famille a connu une grande perte. Mais j'ai enfin compris à quel point le tabou était lourd à porter pour ceux atteints de cette maladie », ajoute-t-il.

Depuis, M. Wilson a dénoncé la situation à d'innombrables reprises. Il est d'ailleurs actif au sein de la Business and Economic Roundtable for Addiction and Mental Health, Neuro Canada, le Centre de toxicomanie et de santé mentale et les Instituts de recherche en santé du Canada. Son dévouement pour la cause n'est pas passé inaperçu.

« Mike, je saisis l'occasion pour vous remercier tout particulièrement, Margie et toi, d'avoir travaillé sans relâche au nom des Canadiens aux prises avec des problèmes de santé mentale, a dit le premier ministre Stephen Harper dans un message vidéo. Parce que vous avez eu le courage de raconter l'histoire de votre famille et de contribuer par votre travail à l'Université de Toronto, vous avez insufflé de l'espoir à des milliers de personnes. »

« Voilà la crème de la crème, note M. Joe Oliver, ministre des Finances. Il possède une expérience et une expertise du secteur privé, et il contribue à l'élaboration de la politique publique. Ensuite, il se consacre à une cause de grand intérêt général. »

Michael Wilson insiste sur un fait : parler publiquement de la manière dont la santé mentale a affecté sa vie ne constitue pas un acte de courage, mais bien d'une nécessité.

« Comment ne pas en parler? dit-il. C'était la meilleure chose que je puisse faire pour lui rendre hommage. »

Mike affirme que le Canada se surpasse en matière de santé mentale et souligne que la médecine personnalisée pointe à l'horizon. Cependant, le tabou persiste toujours.

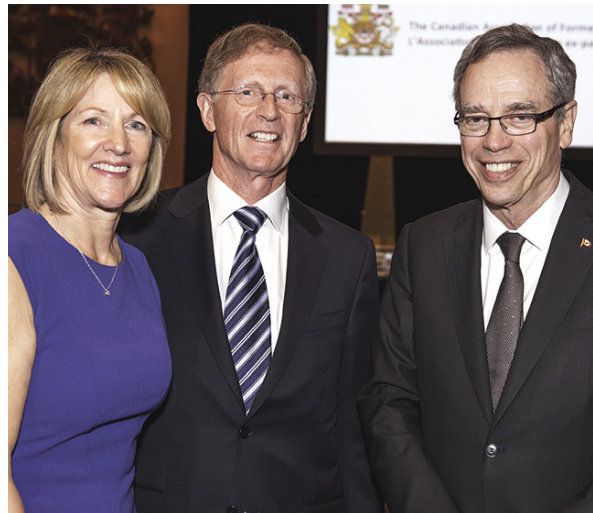
Homme aux multiples talents

Durant les célébrations en soirée, il a souvent été répété que M. Wilson a connu quatre carrières. Tous s'entendaient pour dire qu'il a aussi remporté quatre victoires dans ces carrières.

« Un symbole d'éthique et d'intégrité, un banquier d'investissements hors pair, une figure politique et un ministre solides, un diplomate chevronné, un philanthrope généreux, un mari et père de famille dévoué, puis un grand Canadien, conclut Tony Fell. À mon avis, il a tous les talents. »



Charlette Duguay, Maureen McTeer et Francis LeBlanc.



Friends of the Hon. Michael Wilson with Hon. Joe Oliver.



L' Hon. Joe Oliver avec l' Hon. Barbara McDougall.

The Rt. Hon. Joe Clark with friends of the Hon. Michael Wilson.



Tony Fell est nommé membre honoraire lors d'une réception régionale

Article et photos par Harrison Lowman



De gauche à droite : L'hon. Vim Kochhar, Tony Fell, l'hon. Michael Wilson, Ken Atkinson et Léo Duguay.

Vers la fin novembre, les anciens parlementaires se sont réunis à l'élégant Fairmont Royal York Hotel à l'occasion de la réception régionale de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

Cette activité faisait suite à une réception semblable tenue à Vancouver en septembre. L'ACEP compte tenir une autre réception à Halifax, puis une à Montréal l'an prochain dans le cadre d'une série d'activités permettant aux anciens parlementaires de se rencontrer dans un contexte décontracté.

Au cours de la réception, l'honorable Andy Mitchell, nouveau président de l'Association, a annoncé que M. Tony Fell, ancien président et directeur général de RBC Marchés des Capitaux, serait le 17^e membre honoraire de l'Association

canadienne des ex-parlementaires. M. Fell a participé à l'organisation de l'événement marquant la remise à l'honorable Michael Wilson du prix d'excellence de l'ACEP pour l'ensemble des réalisations en 2014.

La plaque de M. Fell porte la mention suivante : « En reconnaissance de votre contribution et de votre respect envers le Parlement du Canada ainsi que de votre dévouement à l'égard des membres du Sénat et de la Chambre des communes, nous avons le plaisir de vous accueillir parmi nous à titre de membre honoraire. »

« Votre contribution est inestimable et je suis heureux d'avoir pu y prendre part, a déclaré M. Fell au cours de la cérémonie. Non seulement en raison du travail que vous accomplissez, mais en raison de Michael que, bien sûr, je côtoie depuis longtemps et qui a si grandement contribué à notre pays. »

Geoff Scott et son épouse, Janette Scott.





Notre nouveau président, l'hon. Andy Mitchell, s'adresse aux ex-parlementaires.



Les ex-parlementaires présents écoutent avec attention le discours de M. Mitchell.



Midge Philbrook en compagnie de Peter Ittinuar.



L'hon. David MacDonald en compagnie de Lynn McDonald.



De gauche à droite : Léo Duguay, l'hon. Andy Mitchell, David Collenette et l'hon. David MacDonald.



Tony Fell et Michael Wilson discutent.

De gauche à droite : Alan Tonks, l'hon. Jean Augustine, Frank Philbrook, Midge Philbrook et l'hon. Peter Milliken.

L'hon. Vim Kochhar et Alan Tonks.



Notre visite au Yukon

Article et photos de Dorothy Dobbie



Le président, l'hon. Andy Mitchell devant la magnifique chambre de l'Assemblée législative du Yukon.

A la mi-septembre, l'ACEP a tenu une réunion régionale au Yukon, organisée par l'honorable Audrey McLaughlin.

L'endroit était absolument magnifique. L'or resplendissant des bouleaux et des peupliers et le vert profond des conifères se mélangeaient sous un ciel bleu clair. Les collines au loin viraient au mauve et au rose au coucher du soleil. Le jour, la température atteignait les 22 degrés.

Les habitants de Whitehorse ont renforcé la palette du vert et de l'or en peignant bon nombre de leurs édifices en jaune-ocre, qui se marient aux couleurs de l'automne. Certains immeubles sont bordés de vert. Les quelques édifices blancs ou gris sont parsemés de touches de rouge.

Whitehorse ne compte que 30 000 habitants, mais ceux-ci ne manquent de rien. La ville compte même un collège où l'on mène d'excellentes recherches sur la phytoremédiation, soit l'élimination de mé-



La grande chef, Ruth Massie et Audrey McLaughlin répondent à des questions sur les revendications territoriales au Yukon.

taux lourds dans l'eau souterraine à l'aide de végétaux et même de bactéries. En outre, le collège teste et crée des produits de construction à l'épreuve du froid et, bien sûr, met à l'essai des techniques de culture de légumes racines à cycle court. On y

mène beaucoup d'études sur le pergélisol discontinu, une réalité dont il faut tenir compte lors des travaux de construction.

La planification urbaine est réfléchie et la ville est très propre. Les rues sont impeccables, et des fleurs et d'autres motifs ornent les trottoirs et les jardinières. L'art est intégré à la ville. Au centre de la ville, une curieuse sculpture en métal représentant une table et un encier commémore le poète Robert Service. On trouve de nombreuses peintures murales représentant l'histoire et la faune du Yukon.

Le centre-ville de Whitehorse, bordé de la rivière Yukon d'un côté et d'une crête de l'autre, fait au plus huit pâtés de maisons de largeur. Il en ressort une ambiance très intime, quoique la banlieue s'étend maintenant sur l'autre rive.

La ville est très cosmopolite; en marchant dans la rue, on peut entendre du français et de l'allemand. Les jeunes visitent le Yukon, en tombent amoureux et décident



Au Centre d'interprétation de la Bérangie, devant un squelette de mammouth.

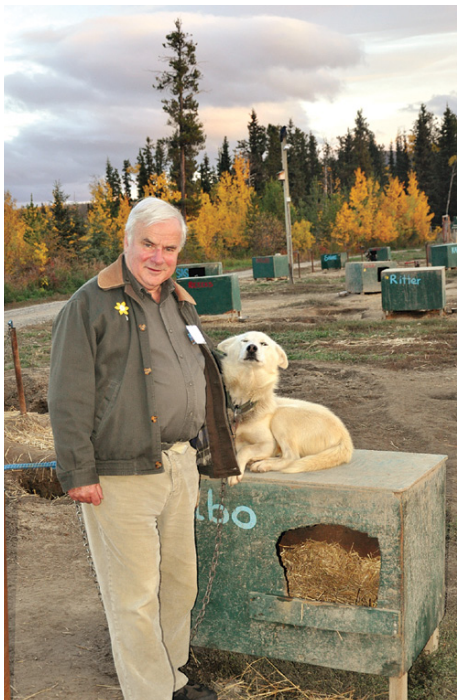
Droite : L'Assemblée législative du Yukon est située à côté du Centre touristique. Notez la manière dont la couleur de l'édifice se marie à celle des arbres.

Ci-dessous : L'hon. Andy Mitchell et Helen Rowland s'informent au sujet du sentier de randonnée de la rivière, à Whitehorse.



Ci-dessous, à gauche : Objet d'art à l'Assemblée législative. Centre : La Rivière Yukon et le sentier de randonnée. Droite : L'un des jolis résidents du chenil.





Ci-dessus : l'hon. Peter Milliken et l'une des vedettes du chenil.



On trouve de nombreuses œuvres d'art au centre-ville de Whitehorse, comme cette sculpture en l'honneur de Robert Service située à une importante intersection.



Jack Silverstone examine la bibliothèque miniature sur le sentier de randonnée de la rivière, à Whitehorse.



Devant la majestueuse tapisserie murale de la Chambre de l'Assemblée législative du Yukon.

Ci-dessous, à gauche : Le musée d'histoire du Yukon McBride; Centre : Randonnée le long de la rivière. Droite : Le chenil et ses résidents.





Au chenil, le groupe écoute les explications de Frank Turner sur la façon dont il s'y prend pour élever 150 chiens.



Devant la majestueuse tapisserie murale de la Chambre de l'Assemblée législative du Yukon.

de s'y établir. Audrey McLaughlin voit la ville croître depuis un certain temps, mais elle n'arrive pas à comprendre où toutes ces personnes travaillent puisqu'il y a très peu de secteurs d'activité à l'exception de l'extraction minière et de la fonction publique. Il faut dire que le tourisme est désormais un secteur très important : le Yukon accueille plus de 300 000 visiteurs chaque année. Le commerce au détail est donc un grand employeur; les boutiques, qui conservent leur authenticité, sont gérées par des résidents de la région.

L'un des points saillants de notre séjour a été la visite du chenil de Frank Turner, propriétaire de Muktuk Adventures. M. Turner, qui, comme tout bon meneur de chiens, porte une barbe touffue, a participé à 14 reprises à la course d'attelage de chiens Yukon Quest, qui commence

à Whitehorse et se termine à Fairbanks, en Alaska. Il a même remporté la course en 1995. Son chenil compte environ 150 chiens, que l'on traite aux petits oignons comme des hôtes dans un hôtel. Son personnel est composé d'un régiment de jeunes de tous les horizons qui veillent à ce que les chiens soient bien nourris, en forme et divertis.

À Whitehorse, il est impossible de résister à l'appel du plein air. On a envie de sortir pour admirer les couleurs et respirer cet air si vrai qu'on dirait du champagne pour les poumons. La nature est partout. Les corbeaux gouvernent les cieux, et nous avons vu un renard roux traverser le campus.

Nous avons passé trois jours mémorables et nous remercions grandement Mme McLaughlin pour son chaleureux accueil.



L'ACEP commémore les soldats tombés au combat en France

par Léo Duguay



Léo Duguay remet un cadeau au maire de Hallu, M. Patrice Vallée, devant l'hon. Vim Kochhar.

Mon bureau d'Ottawa donne sur le cénotaphe et la tombe du Soldat inconnu. Mon adjointe, Lynn Marks, a été témoin du meurtre brutal du caporal Nathan Cirillo le 22 octobre. Nous avons été confinés pendant près de huit heures alors que les premiers intervenants mettaient leur vie en péril pour nous protéger.

Cruel est un mot faible pour décrire ce qui est arrivé au caporal Cirillo, qui a été abattu par derrière alors qu'il ne portait aucune arme et qu'il montait la garde pour les milliers de soldats qui ont donné leur vie pour protéger notre liberté au cours de l'une des deux guerres mondiales et dont la dépouille, dans de nombreux cas, n'a jamais été retrouvée.

J'ai souvent essayé de m'imaginer ce que c'est de perdre son fils ou sa fille et, pire encore, de ne jamais savoir où se trouve sa

dépouille. D'une certaine manière, il est encore plus difficile de comprendre la mort d'un soldat abattu dans l'exercice de ses fonctions alors qu'il ne s'y attendait pas. Son décès demeure héroïque; il remplissait son rôle pour assurer notre sécurité.

Comme l'a dit Churchill :

« Si nous dormons paisiblement dans nos lits, c'est que des hommes endurcis se tiennent prêts à user de violence contre ceux qui chercheraient à nous nuire. »

Bien que Churchill pensait aux nazis en parlant de « ceux qui chercheraient à nous nuire », cette citation pourrait très bien s'appliquer à l'EIIL.

Un lien avec Winnipeg

Ma carrière m'a amené à déménager à Ottawa, mais mon cœur sera à jamais à St. Boniface, où j'ai grandi, et à Winnipeg, où j'ai habité et travaillé. Je n'ai jamais combattu

dans une guerre, mais, dans ma jeunesse, j'ai fait partie des cadets de l'École Provencher, dans le corps des grenadiers de Winnipeg no 323. J'ai eu une formation sur le train, j'ai appris à manier et à démonter une mitrailleuse Bren et j'ai absorbé un peu de discipline. J'ai eu la chance d'atteindre les rangs d'officier, ce qui m'a permis d'apprendre à diriger un peloton.

Ottawa, la France et la Première Guerre mondiale

Ces expériences ont un lien avec une série d'événements récents.

L'Association canadienne des ex-parlementaires, en compagnie de collègues de l'Association américaine des ex-membres du Congrès, a organisé une visite des plages de la Normandie et de la crête de Vimy en l'honneur du 70e anniversaire du jour J et du 100e anniversaire de la Première Guerre

La mort du Cpl Cirillo et les corps de soldats inconnus récemment découverts en France illustrent le sacrifice que font les membres de nos Forces armées, qui se dévouent pour protéger les libertés que nous tenons pour acquises.



De gauche à droite : Lt Clifford Neelands, Sdt Lachlan McKinnon, Sdt William Simms, Sdt Sidney Halliday, et Sgt suppléant John Lindell.

mondiale. Nous avons visité des sites canadiens et américains (Juno, Omaha, Utah, la crête de Vimy, la porte de Menin) et déposé des couronnes pour commémorer la contribution de nos deux pays aux deux Grandes Guerres.

Une lugubre découverte

En 2006, Fabien Demeusere, 14 ans, a découvert une balle de fusil en creusant dans sa cour. En creusant un peu plus, il a mis au jour 42 kilogrammes de balles, des insignes, des épinglettes et des bérêts du 78^e bataillon des Grenadiers de Winnipeg. Il a ensuite déterré une racine, pour ensuite se rendre compte qu'il s'agissait d'une côte. Il venait de découvrir les dépouilles de huit soldats enfouis près de la surface du sol au cours de la Première Guerre mondiale. Il s'agissait des soldats du bataillon des Grenadiers de Winnipeg, déployés pour capturer Hallu le 11 août 1918. En une journée, 46 sont morts et 54 encore portés disparus. À ce jour, 30 d'entre eux n'ont toujours pas été retrouvés.

Un autre lien avec Winnipeg

En septembre 2014, une équipe spéciale des Forces canadiennes qui utilise l'ADN des proches pour identifier les dépouilles des personnes mortes au combat est parvenue à identifier quatre des huit soldats retrouvés. Un cinquième soldat a été identifié peu de temps après. On a confirmé que ces jeunes soldats faisaient partie du 78^e bataillon des Grenadiers de Winnipeg et qu'ils ont livré un combat héroïque pour capturer le village de Hallu.

À cette nouvelle, nous avons jeté un œil à une carte et remarqué que notre itinéraire passait très près de Hallu, entre Caen et Vimy. Nous avons communiqué avec le

maire de Hallu, Patrice Vallée, pour lui demander si nous pouvions faire un arrêt au village pour rendre hommage aux défunts. Le maire a été très courtois et a pris les arrangements nécessaires pour que nous puissions visiter le lieu où les dépouilles ont été découvertes. Les Grenadiers de Winnipeg étaient Clifford Neelands, Lachlan McKinnon, William Simms, John Lindell et Sidney Halliday.

Le 13 novembre 2014, encore un petit garçon de St. Boniface dans l'âme, je me trouve dans un petit village français, portant un bérêt des Grenadiers de Winnipeg, un drapeau du Canada dans une main et une couronne dans l'autre, pour rendre hommage aux quelque 60 000 soldats morts durant la Première Guerre mondiale.

L'émotion me gagne lorsque je prononce quelques mots et remet au maire les symboles de Winnipeg et du Canada; je pleure pour la perte de cette grande force expéditionnaire qui repose maintenant dans un champ d'une partie inconnue du monde (pour les Canadiens). Comme l'a affirmé Hubert, le père de Fabien, Hallu gagne une partie de son histoire par le simple acte de commémoration des Grenadiers qui sont venus d'un autre continent pour libérer la France.

Au nom de l'Association canadienne des ex-parlementaires, nous avons déposé une couronne au lieu d'inhumation et avons remis un drapeau canadien à Fabien. J'ai eu l'honneur de remettre au maire Vallée un bérêt des Grenadiers de Winnipeg pour qu'il l'expose dans son bureau.

Un énorme sacrifice

J'ai été très touché lorsqu'un jeune de 10 ans de Hallu, nommé Guillaume, s'est approché pour me demander de signer son

carnet. J'y ai écrit une note en mémoire des Grenadiers et de leur sacrifice. Je lui ai demandé de chérir le fait que ces soldats ont donné leur vie pour sa liberté et lui ai dit que j'espérais que sa génération ne connaîtrait pas la guerre.

Avant la guerre de 1914, l'armée du Canada comptait 3 100 soldats. Six mois plus tard, elle en comptait 360 000, tous des volontaires. Des 600 000 Canadiens (près de 14 % des hommes d'âge adulte du Canada) qui ont combattu au cours de la Première Guerre mondiale, 60 383 sont morts et près de 11 285 sont inhumés dans des tombes anonymes.

C'est un terme facile à écrire, « tombes anonymes », mais qu'en est-il des familles, des mères, des pères, des frères, des tantes et des oncles qui ne doutent pas de la bravoure des défunts, mais qui ne savent rien du sort qu'ils ont connu?

Il y a quelque temps, j'ai discuté avec un proche de William Simms, à Russell, au Manitoba. Il savait que son oncle était mort, mais ne savait dans quelles circonstances ni à quel endroit se trouvait sa dépouille. Le frère de William Simms est également tombé au combat pendant la Guerre.

Le maire Vallée n'aurait pu mieux dire lorsqu'il a déclaré : « Je remercie le Canada et la génération de jeunes Canadiens qui ont donné leur vie pour sauver la France. Chaque jour, nous prions pour eux et nous les remercions, eux et leur famille. »

Je sais que Guillaume a entendu les mots du maire; j'espère que sa génération entendra elle aussi ce message.

Léo Duguay est le président sortant de l'ACEP. Il a été député progressiste-conservateur de St. Boniface de 1984 à 1988.

Le jour J : la contribution du Canada et les répercussions au pays

Article et photos par Scott Hitchcox

Si vous voulez comprendre une bataille, il faut visiter le lieu même des combats. Selon Mike McNorgan, historien militaire qui a servi pendant 39 ans au sein des Forces canadiennes, ce truisme militaire permet de souligner l'importance de l'expérience de première main pour apprécier et commémorer convenablement un événement historique. C'est exactement ce que visait l'Association canadienne des ex-parlementaires au cours de son voyage aux plages de la Normandie en novembre pour souligner le 70^e anniversaire du jour J.

Même après presque trois quart de siècle, le jour J est encore l'une des campagnes militaires modernes des plus reconnues, et avec raison. La plus grande attaque amphibie de l'histoire, le jour J a été la culmination d'années d'efforts, de planification et de collaboration entre les armées de plusieurs pays. L'objectif était d'établir une présence alliée en Europe occidentale.

Bien que le jour J n'ait pas nécessairement mis fin à la guerre, il est devenu la date phare la plus souvent associée à la Deuxième Guerre mondiale.

Selon M. McNorgan, plusieurs facteurs expliquent cette reconnaissance. « Bien qu'il ne s'agissait pas nécessairement d'un élément décisif de la guerre, le jour J a marqué un virage dans l'imaginaire public au cours de la Deuxième Guerre mondiale, dit-il. Il est facile de se souvenir de la date en soi – le 6 juin 1944 – et l'histoire de la campagne est fascinante. Elle est emplies de faits intéressants et captivants, est ponctuée de conflits et d'obstacles et met en scène des personnages aux grands égos. L'histoire du jour J a tout pour plaire. »

Le rôle du Canada

Les récits du jour J sont habituellement axés sur la contribution des États-Unis et de la Grande-Bretagne, mais la participation du Canada à la campagne, toute proportion gardée, était la plus importante de tous les pays alliés. Avec une population de 11 millions d'habitants à l'époque, le Canada a déployé un million de soldats en uniforme au cours du conflit, sans compter les personnes qui sont demeurées au pays pour appuyer l'effort de guerre.

Au jour J, les Forces canadiennes étaient responsables de 20 % de l'attaque,



Hitchcox et son père, Albert Dudley Hitchcox a combattu en France durant la Première Guerre mondiale.

et malgré certaines des pires conditions de combat, la prise de la plage de Juno a été considérée comme l'une des batailles les plus réussies de la journée. Le Canada a grandement influencé la Deuxième Guerre mondiale, mais la guerre a eu sur le Canada des répercussions qui dépassent largement le domaine militaire. On en ressent encore les effets de nos jours. C'est pourquoi, pour comprendre l'importance du jour J, il faut aussi tenir compte de ses effets ailleurs que sur le champ de bataille.

Le voyage de retour

« C'est en raison de la Deuxième Guerre mondiale que le Canada est ce qu'il est aujourd'hui, affirme M. McNorgan. Pratiquement tous les aspects de notre vie au pays ont été marqués par la guerre, certains pour le mieux, d'autres non. » Parmi les effets positifs, on retient les occasions

qui ont été offertes aux soldats à leur retour, explique M. McNorgan. « Les vétérans de la Deuxième Guerre mondiale ont touché des allocations très généreuses pour l'époque, ce qui a permis à bon nombre d'entre eux d'effectuer des études secondaires, d'apprendre un métier ou d'obtenir un diplôme universitaire, dit-il. Ajoutée à la demande pour la production en temps de guerre, la Deuxième Guerre mondiale a donné une forte impulsion à l'industrialisation au Canada. »

Le voyage de l'Association portait autant sur la sensibilisation que sur la commémoration. Tout au long de leur périple de huit jours, les membres ont participé à des visites guidées des plages de la Normandie, à des cérémonies de dépôt de couronnes, et ont exploré les lieux où se sont produites des batailles historiques.

La Grande Guerre, qui a coûté la vie à tant de personnes, aura fait du Canada une nation.



Douglas Hitchcox devant son aéronef. Hitchcox, navigateur, a participé à 40 missions, dont celle du jour J.



Le frère de Dr. Frank Philbrook, James Philbrook, mort durant la bataille de Scheldt.

Pour certains anciens parlementaires, comme M. Frank Philbrook, le voyage ne servait pas uniquement à commémorer le sacrifice d'une génération, mais aussi celui de leur propre famille. Le frère de Dr. Philbrook, James Philbrook, a été tué durant la bataille de Scheldt, en Belgique. Son beau-frère, Douglas Hitchcox, était navigateur et a participé à la mission du jour J. (Douglas Hitchcox était mon grand-père. Bien que je n'aie jamais eu l'honneur de le rencontrer, sa présence sur le champ de bataille et, surtout, sa vie à l'extérieur des combats a profondément marqué chaque aspect de ma vie.)

Presque tous les membres de la génération de Douglas Philbrook ont dû faire des sacrifices personnels durant la Deuxième Guerre mondiale. C'est pourquoi les événements comme le jour J portent

encore aujourd'hui une si profonde signification. Toutefois, à mesure que les nouvelles générations de Canadiens deviennent responsables de la commémoration de la guerre, il n'est pas certain que le 6 juin conservera toute son importance historique.

Ne jamais oublier le jour J

Cette incertitude s'explique en grande partie par le manque de monuments en l'honneur de la participation du Canada à la Deuxième Guerre mondiale. Le Centre Juno Beach, créé dans les années 1990 par des vétérans canadiens et situé sur le site même de la plage de Juno, est l'un des seuls monuments commémoratifs du jour J. Les membres de l'Association l'ont en l'honneur de la contribution du Canada à la Deuxième Guerre mondiale sont les dates « 39-45 » inscrites sur le Monument

commémoratif de guerre du Canada, au centre-ville d'Ottawa. À l'exception des livres d'histoire et des récits personnels, il est difficile d'en apprendre sur le rôle du Canada. Il est impossible de prédire de quelle manière les générations futures commémoreront le 6 juin, mais les optimistes diront qu'il faut continuer de commémorer bien au-delà de son 70^e anniversaire cet événement qui a changé l'histoire et marqué profondément notre pays. Ils ajouteraient peut-être qu'il faut s'en souvenir non pas pour la violence et le conflit, mais pour l'héroïsme et les sacrifices qui en ont découlé.

« Les cartes et les photos sont bien utiles, mais, au bout du compte, l'important est de ne pas oublier les gens et de comprendre leurs motivations, le prix qu'ils étaient prêts à payer et les sacrifices qu'ils étaient prêts à faire pour participer à un événement qui a si visité en novembre.

Au Canada, le seul monument officiel profondément marqué l'histoire, » explique M. McNorgan.

Au cours de son voyage en novembre, l'Association voulait observer ce que le Canada a accompli dans le passé. Une grande partie de l'identité canadienne trouve sa source dans le rôle que le Canada a joué au cours de la Deuxième Guerre mondiale et dans les effets de l'après-guerre dans toutes les sphères, qu'il s'agisse des vies personnelles, de la politique ou de l'économie.

« On peut aborder les événements de plusieurs angles, et pas toujours du point de vue des soldats, des uniformes et des armes, dit M. McNorgan. Ignorer la guerre parce qu'il s'agit d'un sujet très intense revient à fermer les yeux sur certaines réalités de la vie, des réalités qui ont façonné notre pays. »



Dorothy Dobbie.

Terroristes locaux

par Dorothy Dobbie

L'EIII est un groupe de voyous meurtriers aux revendications égoïstes et réchauffées

L'EIII, parfois appelé Daesh, terrifie le monde entier avec sa détermination et sa brutalité sans bornes. Il s'agit du plus récent groupe affirmant être le seul à représenter l'idéal religieux de l'Islam. Au nom de leur cause, soit celle de créer un État islamique selon leurs valeurs extrémistes et de réprimer toute opposition, ils recrutent de jeunes personnes provenant de régions du monde quelque peu surprenantes.

D'un premier coup d'œil, il est difficile de comprendre quel peut être l'attrait de ces groupes pour les jeunes, majoritairement des hommes – mais également des femmes –, qui ont grandi dans des sociétés libres et ouvertes. Toutefois, aussi surprenant que ce peut l'être, la liberté et l'ouverture sont peut-être partiellement responsables de leur intérêt envers ces groupes. Je m'explique.

L'indépendance est terrifiante

Les démocraties sont fondées sur la loi du plus fort, ce qui comprend l'obligation d'aider les personnes qui n'ont pas les moyens de s'aider par elles-mêmes. Pour les personnes fortes, intelligentes et déterminées, il s'agit d'un système idéal puisqu'il encourage l'expression de soi et créer des occasions illimitées. Mais qu'en est-il des nombreuses personnes qui ne sont pas en mesure d'affronter cette compétition, mais qui ont toutefois des aspirations qu'elles pourraient réaliser si seulement le monde suivait des règles qu'elles comprennent?

Et si les règles illogiques et très complexes de la démocratie et de la liberté vous rendaient perplexe et anxieux, que le doute et la peur vous gagnaient au point où vous vous demandiez si la vie valait la peine d'être vécue? Et si ce sentiment d'insécurité était si fort qu'il vous paralysait physiquement et psychologiquement? Dans ce cas, n'en viendriez-vous pas à chercher un point d'ancrage, une certaine stabilité, une forme de certitude pour vous y agripper comme une bouée pour survivre à ce monde dominé par l'incertitude?

De nombreux jeunes cherchent désespérément un sens à leur vie. Il s'agit souvent

de personnes idéalistes et intelligentes, mais dépourvues d'un certain élément philosophique central et essentiel leur permettant d'accepter des réalités qui ne cadrent pas avec les idéaux qu'on leur a inculqués.

Une réponse à tout

Les groupes autoritaires fondamentalistes comme l'EIII permettent à ces personnes de se fixer un but et de trouver la paix et la sécurité. Ces groupes affirment avec une certitude absolue que la voie qu'ils présentent est la bonne et que la vie a un sens. Ils offrent une vision sans nuance de la vie : il n'y a qu'une seule bonne réponse, aucune zone grise, aucune incertitude. Il n'y a que l'obligation de se plier à un code rassurant qui élimine le besoin de se poser des questions.

Si, en plus, le respect de cette obligation assure la vie éternelle, tant mieux. Il est bien facile de se défaire de son enveloppe mortelle et de tuer des infidèles si l'on croit que ce geste ouvre la porte au bonheur éternel dans l'au-delà.

Les croyants et les sociopathes

Les dirigeants de ces groupes extrémistes se classent probablement dans deux catégories : ceux qui se rassemblent parce qu'ils croient en une voie, et ceux qui savent comment exploiter les croyants. Ces dirigeants, comme c'est souvent le cas pour les dirigeants de groupes fondamentalistes et extrémistes, sont souvent des sociopathes qui ne vivent que pour diriger et manipuler les autres. Il faut souligner que ce ne sont jamais eux qui vont se tuer pour le bien de leur cause.

Ces dirigeants ont souvent un grand charisme et connaissent bien les habitudes, les besoins et les motivations de leurs victimes. Ils sont d'excellents communicateurs et ont recours à la propagande de manière efficace pour intimider tant leurs disciples que leurs opposants. Dans le cas de l'EIII et d'autres groupes extrémistes islamiques, les dirigeants prétendent mieux comprendre l'Islam que quiconque et que le monde n'est pas parfait parce que les lois islamiques n'ont pas été respectées. « Joignez-vous à notre noble cause et la

douleur sera chose du passé pour tous », disent-ils. C'est un mensonge qui défie toute logique, mais qui peut le prouver?

La vérité comme arme ultime

Ces personnes ont peur d'une seule chose : la vérité empirique. Puisque leur monde est construit sur un mensonge, la vérité est leur principal ennemi. La vérité, présentée de façon claire et raisonnée aux disciples, sape l'emprise des dirigeants.

Ironiquement, la peur de la vérité est une arme que les dirigeants utilisent pour assurer l'obéissance de leurs disciples. Les menaces à leurs croyances causent de l'angoisse psychologique et des réactions physiques chez les disciples, qui tueront pour éviter ce sentiment. On peut s'imaginer quelqu'un se boucher les oreilles et chanter pour ne pas entendre ce qu'on lui dit. Même pour les personnes équilibrées, la vérité blesse parfois.

Parmi les rangs des fondamentalistes, on trouvera toujours des pauvres et des désabusés, des personnes qui veulent seulement vivre une meilleure vie et qui prendront la première offre qu'on leur fera. Ces personnes finissent par apprendre la vérité, mais il est souvent trop tard. Ils sont déjà sous la ferme emprise du nouveau régime, qui ne sourcille pas plus à l'idée de torturer et de tuer ses propres disciples qu'à celle de torturer et de tuer ses « ennemis ».

Les bombarder et les réduire en cendres

Que pouvons-nous faire? De quelle manière une société moderne peut-elle réagir à ce phénomène? Est-ce que, comme Obama le propose, la solution consiste à « les bombarder et les réduire en cendres »? Cela semble simple et efficace, mais ce n'est pas le cas. Tout d'abord, à notre ère, les mouvements terroristes se propagent comme des amibes : les cibles sont donc éparpillées au sein des populations, et de nombreuses personnes sont prêtes à prendre le flambeau si un dirigeant est abattu. Tout comme l'extermination de fourmis, on peut trouver la reine, mais la colonie finit toujours par en couronner une nouvelle.

Les leaders se déplacent beaucoup, et

La seule façon de miner le pouvoir des terroristes fondamentalistes consiste à exposer leurs mensonges.

peuvent facilement se cacher dans la foule et communiquer avec leurs disciples, dont ils n'ont cure. Aux jeunes qui pensent joindre l'un de ces groupes, j'aimerais dire que les dirigeants vous méprisent et exploitent votre idéalisme et votre désir de faire le bien. Ces personnes sont cyniques à l'extrême : vous n'êtes rien de plus qu'un engrenage dans la machine. Les flatteries et les éloges disparaîtront dès qu'ils vous auront sous leur contrôle.

Aux gouvernements et aux médias, j'aimerais dire que notre meilleur moyen pour miner le pouvoir de ces groupes consiste à retourner leur arme contre eux : la propagande. Il faut diffuser la vérité et l'asseoir sur des preuves, montrer du doigt les contradictions, le double message, les mensonges flagrants qui ponctuent leur discours.

La vérité vous libérera

Appelons un chat un chat : ces groupes sont des meurtriers, des voyous et des criminels. Il ne faut pas décrire leurs gestes en utilisant leur vocabulaire puisque c'est ainsi qu'ils affirment leur légitimité.

Il faut cesser d'utiliser des euphémismes pour les meurtres. La décapitation n'est rien de plus qu'un meurtre. Cessez de faire un spectacle de leurs atrocités. Faites état des meurtres en termes crus. Si vous devez parler de leurs actes, utilisez des mots méprisants.

Les groupes tenteront de bloquer toute information qui met au jour leurs mensonges. Nous devons donc répandre la vérité le plus possible. Et il faut continuer de les acculer au mur en réduisant leurs options.

Il sera difficile d'anéantir l'extrémisme et nous ne pouvons plus demander au gouvernement de tout faire le travail. Les dirigeants de l'EIIL exploitent l'innocence des jeunes pour atteindre leurs buts. Nous devons déployer des efforts pour que la vérité soit enseignée dans les écoles et les endroits où vivent les jeunes à risque. Aucun raccourci ne mène directement au paradis.

Dorothy Dobbie était députée progressiste-conservatrice de Winnipeg-Sud de 1988 à 1993.

Et qu'ils dominent

Par l'hon. John Reid

Les scientifiques ont donné un nouveau nom à l'ère dans laquelle nous vivons. Le terme « holocène » était utilisé pour l'époque récente, c'est-à-dire les 12 000 dernières années. « Nous changeons le visage de la Terre, ça ne fait aucun doute. Je l'ai vu de l'espace, » a affirmé l'astronaute John Grunsfeld, qui a effectué huit sorties dans l'espace dans sa carrière. Il est aujourd'hui administrateur adjoint des activités scientifiques de la NASA. Selon lui, aucun endroit sur Terre n'est épargné par la marque des humains.

Cependant, l'humanité n'est arrivée que très récemment dans l'histoire de notre planète. Les plus vieux fossiles de l'humain moderne proviennent du Paléolithique moyen, il y a de cela environ 200 000 ans. Selon les estimations actuelles, les dinosaures ont régné sur la Terre pendant environ 135 millions d'années; ils ont survécu à de grands changements climatiques avant de s'éteindre. Les oiseaux font partie de la même famille que les dinosaures. À ce jour, on ne sait pas avec certitude ce qui a provoqué la disparition des grands dinosaures, mais leur extinction a permis le développement des mammifères, dont les humains sont la race dominante. Notre race domine la planète depuis relativement peu de temps; il reste à savoir combien de temps durera notre règne. Pouvons-nous survivre aussi longtemps que les dinosaures?

Nous avons de grands atouts dans notre lutte pour la survie. Notre intelligence est supérieure à celle des autres espèces, nous créons des outils ingénieux, nous avons une bonne capacité d'adaptation et nous sommes curieux, sociaux et capables de travailler en groupe pour atteindre un but commun. Toutefois, nous ne sommes pas parfaits et commettons de grandes erreurs; nous avons des croyances fermes et il nous est difficile d'évaluer des problèmes de manière objective; nous avons de la difficulté à réfléchir logiquement, nous nous laissons porter par nos émotions et les laissons influencer notre jugement. Nous n'avons pas encore trouvé de systèmes d'équilibre social et de gouvernance qui nous permettent de relever les problèmes et trouver rapidement des solutions. Il semble que les humains sont répartis en tribus belliqueuses intéressées uniquement par leurs propres problèmes. Et, bien sûr, les communications de chaque groupe ne portent que sur des questions locales, faisant abstraction des grands enjeux.

Marshall McLuhan a été l'un des premiers à reconnaître que le monde a rétréci et a développé le concept du « village planétaire ».



L'honorable John Reid.

« Il n'y a pas de passager sur le vaisseau spatial Terre. Nous faisons tous partie de l'équipage, » a-t-il observé. Si l'on écoute les médias, on prend conscience que le monde est empli de problèmes et qu'il nous est impossible de se détacher de ce qui se produit ailleurs. Par exemple, les humains n'ont pas établi de systèmes de gouvernance et de contrôle pour combattre les maladies à l'échelle mondiale. Au Canada, nous avons connu l'épidémie de SRAS, qui s'est résorbée relativement rapidement, le sida et, maintenant, l'Ebola. Nous connaissons d'autres épidémies : l'humain est fragile et vulnérable à de nombreuses maladies mortelles.

Dans le village planétaire, les problèmes ont une portée mondiale, mais la devise en politique partout dans le monde est que « la politique est une affaire locale ». Ce fut peut-être le cas à une certaine époque, mais si les problèmes et les solutions dépassent l'échelle locale, comment les aborder? Nos problèmes économiques ont des ramifications internationales et sont liés aux changements climatiques, au contrôle des maladies, aux guerres – la liste est longue. Nos organismes internationaux sont fragiles et ne jouissent pas de la confiance de tous alors que les problèmes sont de plus en plus déstabilisants et dangereux. Nous avons de la difficulté à avoir une vision d'ensemble et de prendre des mesures à grande échelle.

Les humains règneront-ils sur Terre aussi longtemps que les dinosaures? Nous sommes encore jeunes. Nous sommes plutôt intelligents et avons une capacité d'apprentissage, mais notre comportement est encore tribal; nous sommes suspicieux les uns des autres, nous nous fions à nos pulsions émotives et refusons souvent de coopérer. Dans une certaine mesure, nous faisons fi de l'environnement dans lequel nous évoluons. Selon Andrew Knoll, de l'Université Harvard, « les humains sont devenus une force géologique sur Terre. »

Nous vivons désormais dans l'ère anthropocène. De toute évidence, il n'est pas encore certain si notre espèce survivra aussi longtemps que les dinosaures.

L'honorable John Reid était député libéral de Kenora-Rainy River de 1965 à 1984.

Comment publie-t-on Suite à la Colline?

par Dorothy Dobbie



Karl Thomsen, mon directeur de création, et moi-même travaillons bénévolement pour produire la revue.

Notre nouveau président, L'hon. Andy Mitchell a récemment posé cette question et je me suis rendu compte que la réponse, que tout le monde connaissait auparavant, s'est peut-être perdue avec le temps.

Il y a bien des années, Doug Rowland et Keith Penner, qui étaient alors président et rédacteur en chef de la toute nouvelle revue *Suite à la Colline* respectivement, ont demandé mon aide. La publication de revues est mon emploi et, après avoir déployé des efforts pendant un ou deux ans sans soutien professionnel, ils avaient de la difficulté à diffuser la revue. À cette époque, *Suite à la Colline* était imprimée par la Chambre des communes sur du papier mat, en noir et blanc, sauf la couverture, qui était imprimée en couleur.

J'ai accepté de leur prêter main-forte. Peu de temps après, Keith a quitté le poste de rédacteur en chef et m'a demandé de le remplacer. J'ai accepté, sous réserve qu'il continue de rédiger la quatrième de couverture. Il a gardé cette responsabilité pendant quelques années. L'an dernier, il a demandé à ce que la rédaction de la quatrième de couverture soit confiée à Geoff Scott, en assurant qu'il continuerait de contribuer à la revue de temps à autre.

Je suis rédactrice en chef depuis ce temps et je peux compter chaque année sur l'aide de trois ou quatre stagiaires qui touchent une petite allocation par numéro. Ils sont responsables d'une grande partie du contenu, et j'encourage les membres de l'Association à contribuer au contenu de la revue.

Production

Ni moi ni mon entreprise ne touchons quelque rémunération que ce soit pour le travail, mais je suis heureuse de prendre le temps d'écrire, de réviser, de fournir les photographies et d'effectuer le travail

de mise en page (ou de demander à mon personnel de le faire) ainsi que de corriger bénévolement les couleurs ou de faire du travail technique pour préparer les fichiers à l'impression.

Une fois la mise en page terminée, les exemplaires sont retournés au bureau de l'ACEP pour la révision et pour s'assurer que les légendes des photos sont exactes. Le bureau nous retourne les exemplaires pour que nous apportions les modifications, puis nous retournons le tout à la Chambre des communes pour la traduction vers le français.

Les traductions sont ensuite envoyées à mon entreprise, Pegasus Publications Inc. Mon personnel s'occupe de la mise en page de la version française et prépare les deux versions pour l'impression. L'imprimeur nous présente l'épreuve définitive puis imprime la revue. Les exemplaires des deux versions sont envoyés par camion à la Chambre des communes par l'imprimeur, et le personnel de l'ACEP dresse la liste des destinataires.

Le seul coût que doit couvrir l'Association est celui du papier et de l'impression par l'imprimeur externe, qui lui présente directement sa facture. C'est l'hon. Doug Frith qui a pris la décision, alors qu'il était président, de faire imprimer la revue en couleur par un professionnel.

Comité éditorial

Notre comité éditorial est composé d'anciens parlementaires dévoués, notamment Bill Casey, l'honorable Betty Kennedy, Keith Penner, l'honorable John Reid et Geoff Scott.

Les membres se réunissent après la publication de chaque nouveau numéro pour présenter leurs commentaires et leurs opinions, pour faire le point sur le nouveau numéro, et pour proposer des idées d'articles pour le prochain numéro.

L'équipe éditoriale examine ces idées, mène des recherches et rédige les articles : le processus se remet en branle.

Une fois par année, au printemps, nous embauchons quelques stagiaires, à mesure que les nouvelles recrues obtiennent des postes à temps plein. L'expérience qu'accumulent les stagiaires relativement à la production de la revue est un excellent ajout à leur C.V.; bon nombre de nos anciens stagiaires ont obtenu des postes intéressants dans le domaine du journalisme.

Depuis deux ans, nous sommes choyés d'avoir comme stagiaire Harrison Lowman, qui participe activement au processus de publication.

Publicité

Vous aurez sûrement remarqué la présence de publicité dans les deux derniers numéros de la revue. Celles-ci ont été accordées en contrepartie de services fournis à l'Association.

Pegasus Publications Inc. ne reçoit aucune contrepartie financière pour son rôle dans la publication de la revue, mais nous sommes tous très heureux d'être associés à *Suite à la Colline* et nous espérons rendre justice à l'excellent travail de l'ACEP.

Le rôle de la revue pour l'ACEP

Pour ma part, je crois que la revue permet de conserver la mémoire institutionnelle du Parlement en mettant en valeur les souvenirs, le point de vue et les expériences des anciens parlementaires. C'est pourquoi j'aimerais qu'elle soit distribuée aux bibliothèques, à certains médias et aux universités.

À l'heure actuelle, la revue est remise aux ex-parlementaires, aux parlementaires en poste et aux organismes connexes.

Nous vous encourageons à contribuer au contenu de la revue à titre d'anciens parlementaires. Notre principale règle est que le contenu doit demeurer non partisan.

25 années bien remplies à l'ACEP!

par Scott Hitchcox

Il est difficile de croire que l'Association canadienne des ex-parlementaires, l'une des associations post-politiques les plus brillantes et les plus influentes des pays démocratiques développés, est, du point de vue de sa durée de vie, encore très jeune. Il n'y a que 25 ans, l'association était un petit groupe sans budget et doté d'un personnel restreint.

Le concept d'un organisme d'anciens politiciens et politiciennes est né aux États-Unis, avec la création en 1970 de l'Association des anciens membres du Congrès américain.

C'est l'honorable John Reid qui a eu l'idée de fonder un groupe semblable au Canada; il en a fait mention dans un discours qu'il a livré à Toronto vers la fin des années 1970. L'idée a refait surface lorsqu'un comité parlementaire a pris connaissance de ce discours après les élections de 1984. Le comité était dirigé par l'hon. Jim McGraw, qui deviendrait plus tard lieutenant-gouverneur du Nouveau Brunswick.

« On m'a demandé (après ma défaite en 1984) de mettre en œuvre cette idée, avec le soutien du comité et du Président John Bosley, se souvient John Reid. Le Président s'est joint à l'Association plus tard.

« Dès le début, la Chambre des communes a offert son soutien, par exemple en nous permettant d'utiliser la franchise du Président pour les envois postaux. La Chambre nous a également remis les coordonnées des anciens députés qui touchaient une pension (n'est plus disponible aujourd'hui, nous n'aurions probablement pas pu mettre sur pied la revue sans ces renseignements).

« Les partis nous ont aidés de manière informelle, mais l'aide provenait en grande partie des anciens membres du personnel (encore en poste ou à la retraite), qui nous ont grandement aidés à retrouver les anciens députés.

« Au bout du compte, avec l'aide du Président de la Chambre et du Président du Sénat, nous avons obtenu des locaux et le droit d'accéder, au besoin, aux opérations parlementaires. La plus grande difficulté a été d'obtenir la liste des anciens parlementaires et de faire connaître

l'Association. À cette époque, nous ne disposions d'aucun moyen pour diffuser notre message. Nous étions essentiellement un organisme fonctionnant au jour le jour sans revenu particulier et sans moyen de recrutement efficace. »

Bien qu'il ait fallu attendre 1996 pour qu'elle soit reconnue officiellement par une loi, l'Association était déjà fonctionnelle au milieu des années 1980. Elle a pris beaucoup d'ampleur au cours de la dernière décennie.

L'Association compte maintenant plus de 350 membres en règles et dispose d'un budget, d'un site Web et d'une publication externe grâce à *Suite à la Colline*. Tous les anciens députés et sénateurs peuvent se joindre à l'Association, peu importe la durée du mandat qu'ils ont rempli, et l'Association fournit à ses membres une foule de services, notamment la participation à des visites d'études internationales, à des réunions régionales et à des services commémoratifs pour les collègues et amis.

La croissance fulgurante de nos rangs et de notre influence dépasse largement l'avenir qu'envisageait John Reid pour l'Association, dont la sphère d'influence s'étend aujourd'hui dans les pays démocratiques, qu'ils soient bien établis ou récemment créés. Toutefois, malgré le rôle de l'ACEP à l'international, la plus importante contribution de l'Association, selon John, concerne le domaine de l'éducation.

« L'Association saisit toutes les occasions de participer à l'éducation des jeunes pour qu'ils comprennent mieux le fonctionnement des régimes politiques. Il est important que les jeunes canadiens comprennent ce que font les députés, comment ils s'acquittent de leurs tâches et quels sont leurs pouvoirs et leurs contraintes, dit-il. Non seulement l'Association est utile aux anciens parlementaires, mais ces initiatives de sensibilisation donneront aux prochaines générations de parlementaires les outils et les connaissances nécessaires pour participer de manière efficace à la démocratie canadienne, du moins jusqu'à ce qu'ils se fassent élire eux-mêmes. »

Tableau d'honneur

Présidents de l'ACEP

1987-1990 L'hon. John M. Reid
1990-1992 M. William H. Clarke
1992-1994 M. Jack R. Ellis
1994-1995 M. J. Roland Comtois
1995-2003 M. J. Barry Turner
2003-2008 M. Douglas C. Rowland
2008-2009 L'hon. Douglas C. Frith
2009-2014 M. Léo Duguay
2014 L'hon. Andy Mitchell

Prix de reconnaissance pour service exceptionnel

1999 L'hon. John Ross Matheson
2000 M. Stan Darling
2001 M. Douglas M. Fisher
2002 L'hon. John M. Reid
2003 Mme Aideen Nicholson
2004 M. Bruce Halliday
2005 M. J. Roland Comtois
2006 M. Wilton Littlechild
2007 L'hon. Jacques Hébert
2008 L'hon. Sheila Finestone
2009 L'hon. Douglas Roche
2010 M. Keith Penner
2011 M. Jim Hawkes
2012 L'hon. rev. Walter McLean
2013 L'hon. Bill Blaikie
2014 L'hon. Michael Kirby

Prix d'excellence pour l'ensemble des réalisations

2010 Le très hon. Don Mazankowski
2011 L'hon. Ed Lumley
2012 Mme Alexa McDonough
2014 L'hon. Michael Wilson

Dîner de financement Douglas C. Frith

2005 La très hon. Beverley McLachlin
2006 L'hon. Michael Wilson
2007 M. Derek Burney
2008 Mr. Ralph Klein
2009 M. Don Newman
2010 M. John Furlong
2011 Mme Amanda Lang
2012 M. Mark Cohon
2013 M. Pat Cox

Le grand débat sur le drapeau

À la recherche de notre identité

par Harrison Lowman

Sa simplicité lui donne tout son panache. Une unique feuille d'érable cramoisie placée sur un pal héraldique blanc perle entre deux bandes rouges.

À une certaine époque, il était simplement collé à un mur en stucco dans une salle de comité mal éclairée. Aujourd'hui, on le hisse devant les maisons, on le coud sur des sacs à dos, on le porte à la boutonnière et on le dépose sur des cercueils. Cette année, le Canada célèbre le 50^e anniversaire du grand débat entourant la sélection de notre drapeau. La prochaine année marquera les 50 ans de l'inauguration du drapeau.

Les sables mouvants de 1964

Plusieurs premiers ministres ont essayé, en vain, de lancer une discussion sur le drapeau national du Canada, qui utilisait informellement le Red Ensign britannique depuis la fin des années 1860. En 1925 et en 1946, le premier ministre William Lyon Mackenzie King, misant sur les vagues de patriotisme à l'issue des guerres mondiales, a formé des comités responsables de recommander un drapeau national. À ces deux occasions, cependant, le processus a été interrompu.

Le milieu des années 1960 s'est avéré un terrain fertile. En 1961, le chef libéral Lester Pearson a demandé à l'honorable John Ross Matheson, député libéral et expert de l'héraldique, d'examiner subtilement ce qui serait nécessaire pour que le Canada se dote d'un drapeau. À l'issue des élections de 1963, le premier ministre Pearson s'est retrouvé avec un gouvernement minoritaire peu solide. Au cours de la campagne, l'ancien diplomate avait promis aux électeurs de trouver un nouveau drapeau pour le pays.

Selon Landon Pearson, ancienne sénatrice et bru du premier ministre Pearson, le chef libéral réagissait aux changements qui s'opéraient au sein de la société canadienne. Les hiérarchies étaient en évolution. Au cours de la décennie, on a vu une commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme ainsi qu'une commission royale sur le statut de la femme.

« À l'époque, le vernis de la société nord-



Salle du comité sur le drapeau au cours du processus de sélection.

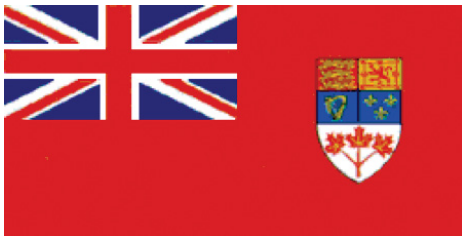
américaine craquait, dit-elle. Il y avait de réelles pressions pour le changement. »

C'est avec ce sentiment d'urgence que, le 17 mai 1964, le premier ministre Pearson, après avoir demandé à Matheson de lui placer à la boutonnière ses médailles de la Première Guerre mondiale qu'il portait si rarement, est monté sur scène à Winnipeg devant les 1 250 membres de la Légion royale canadienne. Il leur a annoncé que le Red Ensign, sous lequel ils avaient com-

battu, devait être remplacé. Son annonce a été accueillie par des insultes et du chahut.

Selon l'honorable Landon Pearson, dont le mari était l'un des principaux conseillers du premier ministre, M. Pearson a choisi à dessein la 20^e Légion royale canadienne pour lancer le débat sur le drapeau. Il voulait aller se lancer immédiatement au cœur du débat. Le premier ministre a proposé un drapeau national, le « fanion de Pearson ». Celui-ci était composé de trois

Un débat houleux qui s'est terminé
en soupir de soulagement.



Le Red Ensign.



feuilles d'érables rouges jointes à la tige et bordées de chaque côté par une barre bleue. Sa proposition a lancé un houleux débat qui déborderait de l'enceinte du Parlement et qui trouverait écho dans les familles canadiennes, de Calgary à Halifax. « Ce fut l'un des débats les plus acrimonieux de l'histoire du Canada, » se souvient l'ancien député Geoff Scott, qui a suivi le débat de près à titre de journaliste à la télévision

Une solide opposition

Il revenait au chef de l'opposition officielle, le progressiste-conservateur John Diefenbaker, de faire entendre les préoccupations des vétérans qui avaient manifesté leur mécontentement à Winnipeg et d'autres personnes qui voulaient préserver les symboles historiques du Canada (tant français qu'anglais). M. Diefenbaker voulait que le Red Ensign continue de flotter au haut des mâts au Canada, rien de moins. Toute autre proposition l'offensait. Selon M. Scott, le chef avait une position claire.

« C'était le dernier chapitre d'une stratégie libérale, explique-t-il. Il s'agissait d'une violation symbolique flagrante des précieuses traditions britanniques et canadiennes. »

« Comme il était chef de l'Opposition, il avait un temps de parole illimité. Et il a décidé de l'utiliser, explique l'ancien Président de la Chambre, Peter Milliken. » Lorsqu'il était jeune, M. Milliken – cousin de M. Matheson – se rendait à Ottawa pour assister aux débats en personne. « Il

pouvait prendre la parole et parler pendant trois heures sans problème. »

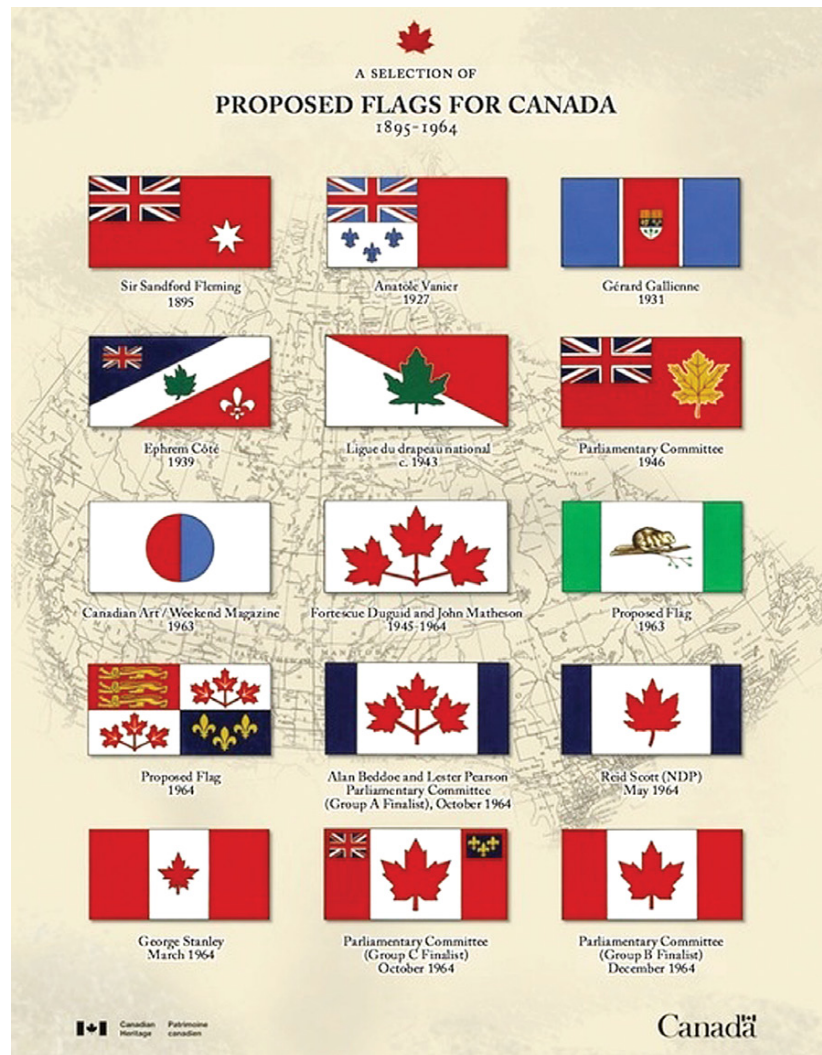
M. Diefenbaker a manifesté son opposition en obstruant les travaux, prolongeant ainsi le débat jusqu'aux mois de l'été. Afin d'apaiser tous les groupes concernés, M. Pearson a décidé de créer en septembre un comité spécial sur le drapeau.

La création du comité

Le comité était composé de 15 membres et était dirigé par l'honorable John Ross Matheson. Il comptait sept députés libéraux, cinq députés progressistes-conservateurs et un député du Nouveau Parti démocratique, du Parti Crédit Social, et du Ralliement créditiste. Sur une période de six semaines, le groupe s'est réuni à 35 reprises, souvent plusieurs fois au cours d'une même journée.

Pour encourager la participation, le gouvernement a invité les Canadiens à proposer des drapeaux au comité. Chaque matin, quelque 400 nouvelles propositions attendaient les membres du comité.

Selon Marcel Lessard, ancien député du Crédit Social et membre du comité,





Les députés posent avec le nouveau drapeau du Canada. Photo de Bibliothèque et Archives Canada.

les Canadiens ont envoyé plus de 7 000 propositions de drapeau. Elles arrivaient sur des retailles de papier, du carton ou du tissu. Ces propositions étaient fixées aux murs de la salle du comité pour que les membres les examinent.

« Il y en avait tellement, explique l'ancien député libéral Jean-Eudes Dubé, également membre du comité. Les murs étaient tapissés de drapeaux. »

Selon M. Dubé, même si les insultes fusaient de toutes parts à la Chambre des communes au sujet du drapeau, les délibérations du comité étaient posées. Selon certains, c'est la présence de l'unique femme membre du comité, la députée libérale Margaret Konantz, qui assurait cette ambiance amicale. Les hommes voulaient bien paraître devant elle.

Les réunions du comité se déroulaient toutes de manière semblable, explique Marcel Lessard. Les drapeaux étaient classés selon trois catégories : les propositions « mauvaises et stupides », les symboles du passé colonial anglais ou français et les drapeaux portant une feuille d'érable. Le secrétaire du comité désignait un drapeau. Si aucun membre ne se levait ou ne levait la main, le drapeau était jeté au sol. Le comité a également rencontré de grands artistes canadiens, comme A.Y. Jackson,

qui a décrit les caractéristiques physiques du pays dont les membres devaient sélectionner l'emblème.

Selon le président du comité 50 Years of Our Flag, Robert Harper, qui a passé plus de 1 000 heures à s'entretenir avec John Ross Matheson avant le décès de ce dernier en 2013, Matheson a travaillé d'arrache-pied dans les coulisses pour modifier les propositions de drapeaux et satisfaire les différentes parties. En mars, il a rencontré l'historien George Stanely sur le terrain d'exercices du Collège militaire royal, où des universitaires ont fait valoir que le drapeau devrait intégrer les larges bandes rouges du drapeau de l'école et avoir une feuille d'érable en son centre. Matheson a également rencontré Reid Scott, député du NPD et ancien membre du comité, pour inciter le NPD à modifier sa proposition de drapeau, qui contenait une seule feuille d'érable bordée de deux petites bandes bleues, qui ne correspondaient pas aux couleurs officielles du Canada, soit le rouge et le blanc.

En fin de compte, le comité s'est retrouvé avec trois finalistes : le fanion de Pearson, une feuille d'érable rouge à 13 pointes bordée de bandes rouges, et ce même drapeau accompagné du Union Jack dans la bande de gauche et de trois

fleurs de lis dans la bande de droite. Le 22 octobre 1964, les 14 membres du comité ont décidé à l'unanimité que le drapeau à la feuille d'érable rouge bordée de deux barres rouges serait le nouveau drapeau du Canada.

« La feuille d'érable rouge sur un fond blanc et les deux bandes rouges de chaque côté, c'était un modèle saisissant, déclare Jean-Eudes Dubé. La feuille d'érable est un symbole on ne peut plus pacifique. Jamais une feuille d'érable ne vous frappera au visage. »

« Je suis très fier de compter parmi les quelques députés de la Chambre des communes qui se sont réunis pendant six sacrées longues semaines, ajoute Marcel Lessard. Ce fut difficile, mais je pense que nous avons fait un excellent travail. »

De retour à la Chambre des communes

Cependant, le travail n'était pas encore terminé. Lorsque la Chambre a été saisie de la proposition modifiée par le Comité, le progressiste-conservateur Diefenbaker a recommencé ses mesures d'obstruction. Selon lui, le drapeau proposé ressemblait à celui du Pérou. Le débat s'est prolongé jusqu'à ce que des députés de différents partis recommandent la clôture, ce qui a mis fin au débat.

Le vote final a été tenu le 15 décembre. La recommandation du comité a été acceptée par un vote de 163 pour et 78 contre. Le débat sur le drapeau aura accaparé 37 jours de séance, et on aura entendu 210 discours des progressistes-conservateurs et 50 des libéraux.

Hisser le drapeau

L'inauguration du drapeau du Canada le 15 février 1965 a été plus solennelle qu'on pourrait le croire. Au moment de la cérémonie sur la Colline du Parlement, le drapeau ne faisait toujours pas l'unanimité. Du bureau de son beau-père, Landon Pearson a vu s'abaisser le Red Ensign et se hisser le nouveau drapeau. Geoff Scott, qui était journaliste à l'époque, se tenait aux côtés du premier ministre Pearson, qui portait son feutre noir en ce matin frais et nuageux de février.

« Il [celui qui a levé le drapeau] a silencieusement pris le drapeau enroulé que tenait un assistant et s'est mis à tirer sur la corde. Le drapeau a monté puis s'est déroulé dans la douce brise, se souvient M. Scott. Ce qui m'a le plus marqué ce jour-là, c'est l'absence de fanfare. Il n'y avait ni musicien ni musique pour l'événement. Aucune cérémonie officielle. Il n'y a eu que de faibles applaudissements du petit groupe de spectateurs. »

Le premier ministre Pearson n'a pas fait de discours. « Il a seulement dit, à personne en particulier, quelque chose comme "Voilà. C'est fait" ».

Une feuille d'érable rassembleuse

par Harrison Lowman



Cinquante ans après le grand débat sur le drapeau, les détracteurs du drapeau du Canada ont pratiquement disparu. La feuille

d'érable rouge bordée de deux bandes rouges a été accueillie chaleureusement par les dix provinces et les trois territoires, et par de nombreux pays.

Un Canada uni

Certains attribuent même la survie du Canada à son drapeau. Peu avant le référendum de 1995 au Québec, environ 100 000 Canadiens du Québec et d'ailleurs sont descendus dans les rues de Montréal pour prendre part au Rassemblement de l'unité. Au cours de cette manifestation politique – qui, selon certains, a été la plus grande de l'histoire du pays –, les participants brandissaient des centaines de drapeaux canadiens. D'après Geoff Scott, ancien député progressiste-conservateur et journaliste à la télévision, le premier ministre a mis en branle l'adoption d'un drapeau « bien de chez nous » après avoir constaté les premiers soubresauts de la Révolution tranquille. Les drapeaux qui flottaient lors du Rassemblement pour l'unité ne symbolisaient pas le passé colonial du pays. La foule s'est plutôt rassemblée autour de la feuille d'érable.

« C'est ça, le symbole. C'est ça, l'image, insiste Maurice Harquail, ancien député

libéral. Chantons l'hymne national. Restons unis. »

Un Canada qui fait l'envie

Pour d'autres personnes, la capacité du drapeau de représenter la collectivité fait l'envie d'autres pays. Marcel Lessard, ancien député du Crédit Social et membre du comité sur le drapeau, se souvient avoir donné à sa fille un autocollant du drapeau canadien pour qu'elle le place sur son sac avant un voyage en Europe. Peu après, les amis américains de sa fille lui demandaient eux aussi des drapeaux puisqu'on leur refusait de dormir dans les auberges. Jesse Flis, ancien député libéral, se souvient que, au cours d'un voyage en famille, des autostoppeurs non canadiens lui avaient dit que les automobilistes s'arrêtaient bien plus souvent s'ils voient une feuille d'érable sur leurs bagages.

Un Canada qui se souvient

Au Parlement, Jesse Flis a fait d'énormes pressions auprès du caucus libéral pour la création de la journée nationale du drapeau du Canada, tenu chaque année le 15 février, jour de l'inauguration du drapeau. Il a obtenu ce qu'il voulait en 1996.

« J'avais l'impression que les Canadiens en savaient peu sur l'histoire du drapeau, dit M. Flis. Je me suis dit qu'on pourrait au moins souligner la journée et réveiller un peu les gens. Comme le font les Américains. »

Avant de quitter la Chambre des communes en 1997, M. Flis a lancé un défi aux Canadiens, leur demandant de trouver un serment d'allégeance au drapeau. Son appel a fait peu d'écho. Comme 2015 marquera le 50^e anniversaire de l'inauguration du drapeau canadien, il estime que l'an prochain sera le moment parfait pour trouver un serment qui représente notre pays. Selon Len Westerberg, porte-parole du ministère du Patrimoine canadien, « cet anniversaire constituera une étape importante sur la liste des activités de commémoration d'En route vers 2017. Les activités pour souligner l'anniversaire seront annoncées en temps opportun. »

Un débat qui en valait la peine

Le grand débat sur le drapeau a enflammé le Parlement, confrontant plusieurs groupes culturels. Cependant, la plupart des personnes diraient que l'issue du débat a apaisé les foudres. Malgré sa jeunesse relative, le Canada a produit un drapeau rassembleur qui fait la fierté de tous.

L'hon. Landon Pearson, ancienne sénatrice libérale et bru du premier ministre Pearson, se dit heureuse que le débat ait eu lieu il y a 50 ans plutôt qu'aujourd'hui.

« Dieu sait de quoi aurait l'air le débat à l'ère des médias sociaux, dit-elle. Il y aurait tellement de drapeaux sur Facebook, qu'on ne s'y retrouverait plus. »



Le groupe, après une journée de travail de construction (M. Adams est à droite).

Des barres de chocolat pour le Guatemala et Kamloops

Article de l'honorable Peter Adams, photos de Joanne Simpson

Chaque député a un jour acheté des barres de chocolat ou participé à des activités de financement pour des voyages scolaires.

De nos jours, dans un monde où les distances se rétrécissent, les écoles secondaires organisent des voyages à l'étranger, souvent à des fins charitables. C'est le cas chez nous, à Peterborough, où l'école secondaire catholique Holy Cross a récemment entrepris une mission au Honduras.

Nous avons été très heureux de l'invitation à joindre une équipe d'élèves de 11e et de 12e année de l'école secondaire Sa-Hali, à Kamloops, en Colombie-Britannique pour un voyage de travail au Guatemala.

Depuis quelques années, l'école Sa-Hali collabore avec Developing World Connections (un organisme de bienfaisance canadien enregistré, situé à Kamloops, qui encourage le travail bénévole dans 10 pays en développement) au Honduras, pour des projets liés à un centre d'apprentissage appelé Open Windows Foundation, dans le village de San Miguel Duenas. Les organismes non gouvernementaux américains offrent aux 2 600 enfants de la communauté des services d'apprentissage et d'autres services d'aide.



Keegan Marchand et Shelby Kieper préparent des blocs de bétons.

À titre d'ancien parlementaire, j'ai été intrigué par le fait qu'un des élèves participants, Keegan, était le petit-fils du Len Marchand, député et sénateur à la retraite, premier Indien inscrit à être élu député et deuxième Autochtone nommé au Sénat. J'ai appris plus tard que Keegan suivait la voie empruntée par ses grands frères Miles et Noah, qui ont fait partie des équipes de Sa-Hali en 2010 et en 2012.

Notre mission

Pendant le voyage, l'équipe avait pour mission, entre autres, de construire deux maisons, de travailler avec les enfants dans le centre d'apprentissage du village et de remettre les dons en nature (qui remplissaient plusieurs valises) recueillis à Kamloops et à Peterborough.

Les deux maisons seront habitées par des familles qui se trouvaient sur le site au cours de la construction pour observer les travaux. Elles sont faites de blocs de béton et de barres d'armature, avec un toit en tôle ondulée et un plancher en béton. Il n'y avait ni électricité ni eau courante sur le site. Un maçon de la région s'est occupé du travail technique et a dirigé nos travaux.

Nos principales tâches consistaient à transporter des blocs et du mastic, à fabriquer des attaches métalliques et les utiliser pour assembler des armatures à deux barres et à remplir les interstices verticaux entre les blocs avec du mortier (les interstices horizontaux étaient trop importants pour qu'on s'en occupe!).

Jill et moi avons été surpris du fait que, dans ce projet, les maisons étaient si petites (100 mètres carrés) que l'équipe pouvait les construire de A à Z. C'est un travail bien plus satisfaisant que de construire une partie



Jill Adams apprend à faire des tortillas avec une mère guatémaltèque.



Peter et Danielle en compagnie d'une enfant portant des vêtements donnés par Dorothy O'Brian et Joanne Walker (de Peterborough).



Sarah apprend à un groupe d'enfants comment tricoter avec ses doigts au Centre d'apprentissage.

d'un grand édifice comme une école. Quand nous sommes partis, les maisons étaient pratiquement terminées et prêtes à accueillir des familles.

Le Centre d'apprentissage de San Miguel Duenas, tout près de la ville d'Antigua, au Guatemala, est muni d'une modeste bibliothèque et d'un centre informatique. Au Guatemala, l'éducation est gratuite jusqu'à la 6^e année. Il faut ensuite payer l'équivalent de 500 dollars canadiens par année, une somme élevée. Le Centre offre des bourses aux bons élèves qui n'ont pas les moyens de continuer leurs études. Toutefois, il a pour principale fonction d'accueillir de jeunes élèves, en moyenne plus d'une centaine. Ceux-ci visitent le Centre après l'école pour faire leurs devoirs et lire des livres avant de rentrer à la maison, des activités qu'ils ne feraient pratiquement pas si le Centre n'existait pas. Chaque enfant reçoit une vitamine et de la soupe.

Le Centre sert de base pour les bénévoles en visite comme nous, y compris les équipes médicales, et pour la distribution des dons qu'apportent les équipes comme la nôtre.

Les élèves de Sa-Hali ont passé du temps en compagnie des enfants du Centre. Ils ont également visité des secteurs plus pauvres du village ainsi qu'un camp pour les familles de travailleurs agricoles migrants afin de remettre des trousseaux d'aide préparés à Kamloops.

Ce que nous avons appris

À la fin de notre séjour, les élèves avaient une bonne compréhension des conditions de vie dans la région, avaient été témoins de la pauvreté extrême et s'étaient fait une idée du travail physique sous le soleil. Ils ont escaladé un volcan actif, ont presque décroché la victoire (5-4) dans une partie de soccer complète (90 minutes) contre une

équipe de filles et de garçons de la région. Ils ont vécu et travaillé ensemble dans un milieu étrange et parfois éprouvant.

Comme c'est souvent le cas avec des équipes humanitaires composées de jeunes, les élèves sont rentrés au pays profondément marqués par les besoins écrasants des enfants dans les pays en développement, mais ils avaient également le sentiment d'avoir apporté leur aide. Fait intéressant, ils sont revenus au pays avec la conviction d'avoir retiré plus de cette expérience que les personnes auxquelles ils ont apporté leur aide.

C'est ce dernier point que nous retenons. Ces élèves sont maintenant des Canadiens motivés, sensibilisés aux problèmes dans le monde et aux forces et aux faiblesses de leur pays. Ils deviendront de meilleurs citoyens grâce à cette expérience.

Peter Adams était député libéral de Peterborough de 1993 à 2006.

Garder le contact

par Harrison Lowman et Scott Hitchcox

L'hon. Herb Breau
(député libéral de 1968 à 1984)

Q. Décrivez-nous votre circonscription à l'époque où vous étiez député.

J'étais député de la circonscription de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, maintenant appelée Acadie-Bathurst. À l'époque, en 1968, quand je me suis présenté pour la première fois, je dirais que l'activité économique était constituée à peu près d'un tiers de pêche, d'un tiers de foresterie et, pour le reste, d'exploitation minière ou de construction. Je suis né dans cette circonscription, à Upper Sheila, au Nouveau-Brunswick.

Q. Que vouliez-vous devenir quand vous étiez enfant?

Mon père était travailleur forestier et camionneur dans l'industrie forestière. Il a toujours dit qu'il veillerait à ce que je me rende jusqu'au collège ou jusqu'à l'université. J'ai pensé devenir homme d'affaires, j'ai pensé devenir avocat, j'ai pensé devenir prêtre. J'ai fréquenté le collège et l'université et j'ai obtenu mon diplôme en 1966; je me suis présenté aux élections en 1968.

Q. Quand vous vous êtes lancé en politique, que comptiez-vous réaliser?

J'ai étudié chez les pères de la Congrégation de Sainte-Croix, qui avaient une très solide assise sociale, morale et politique. Le fondement de leur enseignement, c'était que vous apparteniez à la collectivité et que vous deviez servir la collectivité. Ma région, le nord-est du Nouveau-Brunswick, a certes encore aujourd'hui grand besoin de se développer, mais, à cette époque, c'était vraiment terrible. J'ai vu des gens qui vivaient dans des maisons sans plancher, où il y avait tout juste un tuyau de poêle et un petit poêle pour se chauffer. Le gouvernement fédéral commençait à peine à songer au développement régional. Il avait signé une très vaste entente avec la province. Il m'est apparu qu'en ma qualité de diplômé en administration des affaires, je pourrais me rendre utile. J'étais idéaliste, je pensais pouvoir contribuer à changer les choses.

C'était l'époque de la Commission royale d'enquête sur les langues officielles. Je suis francophone; je suis acadien. Nous avions tout lieu d'espérer. Ce n'était pas facile, mais nous avions le sentiment que les choses allaient s'améliorer.

Q. Une fois à la Chambre, vous a-t-il semblé possible de faire valoir ces points?

J'ai trouvé, dans les différents ministères, des gens avec qui j'ai pu travailler. J'ai appris très vite, grâce au mentorat de ceux qui étaient déjà là, que la façon d'accomplir quelque chose ne consiste pas nécessaire-

ment à se manifester avec insistance auprès d'un ministre, mais à savoir à quoi les ministères songent et ce que sont leurs priorités dans les limites d'une politique déjà approuvée.

Q. Quelle a été l'expérience la plus marquante de votre carrière politique?

En 1984, j'étais ministre. Et à titre de ministre originaire du Nouveau-Brunswick, j'ai reçu le pape Jean Paul II à l'aéroport de Moncton. À sa descente de l'avion, il m'a serré la main et m'a dit : « Monsieur Breau, nous nous sommes déjà rencontrés »; j'ai répondu : « En effet, Votre Sainteté. » Il s'est dirigé vers ma femme et lui a remis deux cadeaux pour nos enfants, en lui disant : « Vous avez deux enfants; je bénis ces cadeaux qui sont pour eux. » Ensuite, en la touchant, il lui a dit : « Je vous bénis aussi. »

La période qui m'a donné le plus de satisfaction sur le plan politique a été ma présidence du groupe de travail sur les accords fiscaux, en 1981. Notre rapport, Le fédéralisme fiscal au Canada, est cité encore de nos jours comme l'un des fondements de la politique fiscale.

L'hon. Mary Collins
(députée progressiste-conservatrice de 1984 à 1993)

Q. Qu'y avait-il derrière votre désir d'entrer en politique?

Le désir de servir la population et de voir participer plus de femmes. J'étais déjà active au sein du parti et engagée dans la promotion des femmes.

Q. Comment décririez-vous votre circonscription de Capilano-Howe Sound, en Colombie-Britannique?

On y trouve des personnes âgées, des Autochtones, beaucoup d'immigrants. Pendant mes années d'activité, il y avait beaucoup de gens qui voulaient faire venir des membres de leur famille. C'était une question très importante.

Q. Quels sujets vouliez-vous soulever quand vous êtes devenue politicienne?

Les questions d'ordre économique et, au bout du compte, le libre-échange, dont nous nous sommes occupés en 1988, pour développer l'économie. Pendant mon deuxième mandat, j'ai été ministre de cinq portefeuilles différents; je me suis donc penchée sur tout un éventail de dossiers pendant ces années-là.

Nous avons lancé le premier groupe de travail sur la violence familiale. Je pense que cela a haussé le degré de reconnaissance et de compréhension de ce problème. Pendant mon mandat de ministre associée de la

Défense nationale, nous avons ouvert tous les métiers et tous les groupes professionnels aux femmes. J'ai fait un certain nombre de choses dans le portefeuille de la Santé, des choses qui ont constitué des premières et qui ont, en quelque sorte, établi des précédents pour bien des années.

Q. Quel effet cela vous fait-il de retrouver vos vieux amis?

Même en Colombie-Britannique, je rencontre par hasard, lors de différents événements ou ailleurs, d'anciens députés fédéraux. Et aujourd'hui, l'affiliation politique ne compte plus.

L'hon. Raymond Setlakwe
(sénateur libéral de 2000 à 2003)

Q. Qu'avez-vous ressenti quand vous avez été nommé au Sénat?

Je ne m'y attendais pas. La situation dans laquelle j'étais me convenait très bien. Et le premier ministre m'a nommé président de l'équipe chargée d'étudier la Loi sur la clarté. Et j'ai été nommé le même jour que Betty Kennedy. Nous sommes tout de suite devenus les grands amis que nous sommes toujours.

Q. Qu'espériez-vous accomplir en ce qui a trait à la Loi sur la clarté?

J'espérais obtenir un vote majoritaire, au Sénat, en faveur de la Loi sur la clarté. Ce n'était pas acquis, à ce moment.

Q. Le Parti québécois a récemment été défait au Québec. Comment avez-vous réagi aux résultats de ces élections?

Ça m'a comblé de joie. Mais je ne pense pas que la question de la souveraineté soit encore morte. À mon sens, il faudra encore du temps et de la réflexion de la part de tous les Québécois, mais ça se fera peut-être un jour.

Q. Qu'est-ce que vous avez le plus aimé au Sénat?

Les comités. C'est là que des experts nous ont dit, au cours de leur témoignage, qu'ils préféreraient de loin témoigner devant un comité du Sénat que devant un comité de la Chambre des communes, en raison du degré d'expertise du Sénat.

Q. Où se situait votre expertise?

Je suis avocat, homme d'affaires et poète.

Q. Maintenant que vous avez quitté le Sénat, écrivez-vous davantage de poésie?

Je n'en écris jamais. Je la récite. Je récite les œuvres des grands poètes romantiques : Dennison, Wordsworth, Keith. Et Shakespeare, bien sûr, qui est le plus grand de tous.

Q. Quand vous avez quitté la Chambre haute, qu'espériez-vous accomplir après



L'hon. Herb Breau.



L'hon. Mary Collins.



L'hon. Raymond Setlakwe.



Madeleine Dalphond-Guiral.



L'hon. Michael Meighen.

vous être retiré de la vie publique?

Continuer de participer à mes entreprises, ce que je souhaite faire jusqu'à ma retraite, dans 10 ans, quand j'aurai 96 ans.

Q. Dites-nous ce que ça vous fait de retrouver vos collègues d'autrefois.

J'ai beaucoup d'adversaires politiques mais, que je sache, pas un seul ennemi politique. Cela illustre bien le type de vie politique que nous choisissons de vivre, au Canada, ce qui fait de nous un pays formidable.

Madeleine Dalphond-Guiral
(députée du Bloc québécois
de 1993 à 2004)

Q. Que faites-vous depuis que vous n'êtes plus députée?

Un de mes grands objectifs a été de devenir une grand-mère plus présente dans la vie de ses petits-enfants, et de mieux les connaître. J'ai aussi participé à plusieurs organisations et engagements reliés à la division de Laval de la Canadian Writers Society, qui donne à des aspirants auteurs comme à des auteurs établis des occasions de partager leur art et leurs idées entre eux. J'ai aussi beaucoup travaillé à l'adoption récente, par l'Association des Québécois, de mesures sur les soins de fin de vie, où j'ai contribué à la tenue des dossiers et à la documentation. D'autre part, j'adore le théâtre, les expositions et les voyages. Je suis allée en Europe dernièrement! J'ai été, dans l'ensemble, très occupée.

Q. Entretenez-vous encore des relations étroites avec la circonscription (Laval Centre) dont vous avez été la députée?

Oui, bien sûr! Cette circonscription, hélas, n'existe plus, car elle a été partagée, en 2003, entre les circonscriptions de Laval et de Marc Aurèle Fortin. Mais je demeure très engagée au sein de ma collectivité. J'ai des liens avec certains des électeurs, et je m'efforce d'aider et de contribuer chaque fois que je le peux.

Q. De laquelle de vos réalisations de députée tirez-vous le plus de fierté?

J'ai présenté le projet de loi M 380, qui proposait la reconnaissance officielle du génocide arménien par la Chambre des communes du Canada. J'étais très attachée

à cette cause et, au moment de l'adoption du projet de loi, en 2004, j'ai éprouvé beaucoup de fierté. Cela signifiait que le gouvernement du Canada reconnaissait officiellement les atteintes portées aux droits de la personne en Turquie au début des années 1900.

Q. D'après vous, quel est le rôle le plus important de l'Association canadienne des ex-parlementaires?

L'Association joue plusieurs rôles importants, dont la promotion de la démocratie et la représentation de plusieurs groupes démographiques de tout le Canada. Je crois aussi, toutefois, que comme association, nous pouvons en faire encore plus pour organiser des débats et des discussions sur des questions importantes.

**Remarque : ces réponses sont une retraduction de la version anglaise de commentaires formulés en français.*

L'hon. Michael Meighen
(sénateur conservateur de 1990 à 2012)

Q. Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté vos fonctions de sénateur?

Depuis mon départ, j'ai exercé mes fonctions de chancelier de l'Université de King's College, à Halifax, jusqu'à la fin de mon mandat là-bas, et j'ai conclu la campagne de capitalisation de McGill, dont j'étais co-président. Je suis aussi membre du conseil d'administration d'une association à but lucratif et président de l'Association pour le saumon de l'Atlantique, un organisme de conservation dont le siège social se trouve au Nouveau-Brunswick. De concert avec la division américaine de cette association, nous travaillons à préserver les habitats et les territoires du saumon atlantique. J'y consacre une bonne partie de mon temps.

J'ai fait quelques voyages avec mon épouse; nous sommes allés en Indonésie, en Nouvelle-Zélande et en Italie. J'ai l'impression que lorsqu'on commence à être moins occupé, on s'inquiète de voir le travail occuper tout l'espace-temps dont on dispose. Je n'ai pas le sentiment d'avoir beaucoup de temps à moi. Quand j'en ai, j'aime bien pêcher, golfer et skier.

Q. Est-ce que les activités, l'ambiance et les responsabilités du travail sur la

Colline du Parlement vous manquent?

Pas vraiment. J'ai bien aimé mes 21 années sur la Colline, et particulièrement les travaux en comité. Les gens me manquent, mais parmi ceux avec lesquels j'ai été associé de près, il y en a beaucoup qui ne sont plus au Sénat. Et de toute évidence, je n'aurais pas voulu être de certains des événements survenus récemment au Sénat. J'ai donc choisi, encore que par pur hasard, un très bon moment pour tirer ma révérence.

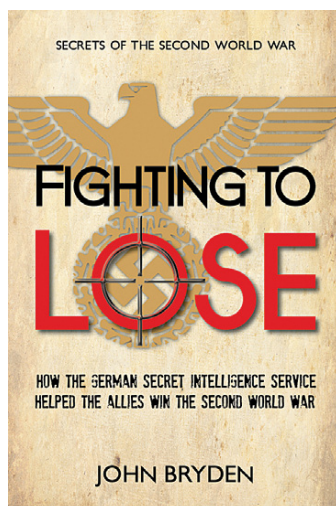
Q. Que considérez-vous comme votre réalisation la plus digne de mention sur la Colline?

Entre autres, l'obtention de la reconnaissance des Canadiens qui ont été membres du Bomber Command pendant la Deuxième Guerre mondiale, et les efforts que nous avons déployés pendant les travaux du Comité sur les banques. Nous n'avons pas de chaires de recherche, pas de grands événements, mais je crois que le comité a fait du bon travail. J'ai aimé mon passage au Comité de la sécurité nationale et de la défense et au Comité des anciens combattants, évidemment. Les visites que nous avons faites en Afghanistan pour le Comité de la défense, en France et en Italie pour le Comité des anciens combattants, et aussi le travail que nous avons abattu pour essayer d'obtenir des soins de traitement des anciens combattants; ce sont toutes des choses dont je suis satisfait. Je ne sais pas trop si nous avons réussi sur tous les tableaux, je vois bien qu'il reste beaucoup à faire, mais je pense que nous avons avancé.

Q. Qu'est-ce que les gens ne comprennent pas quant à l'état de politicien?

Je désire répéter qu'à mon avis, les gens sont trop critiques à l'égard des parlementaires. Il y a parmi eux vraiment beaucoup de personnes vaillantes, talentueuses, qui font du bon travail. Je suis encore fermement convaincu que la politique est un service rendu à la population et une noble vocation. J'espère que la tendance que je constate, celle du cynisme envers la vie et les activités politiques, ne durera pas. J'espère que nous pourrions revenir à une position plus empreinte de reconnaissance et que nous pourrions garder notre démocratie bien vivante.

L'intrigante histoire de la manière dont le renseignement allemand nous a aidé à gagner la guerre



Fighting to Lose: How the German Secret Intelligence Service Helped the Allies Win the Second World War, par John Bryden, Dundurn, 19 avril 2014, 416 pages, ISBN 978-1459719590. Critique de Carl Christie.

Réfléchi et provocateur, *Fighting to Lose: How the German Secret Intelligence Service Helped the Allies Win the Second World War*, de John Bryden, peut et devrait probablement être lu par tous ceux qui s'intéressent un tant soit peu à la Deuxième Guerre mondiale. L'auteur n'obtient pas toujours de consensus sur ses points de vue, mais il mérite certainement des félicitations pour les recherches minutieuses et imaginatives qu'il a menées inlassablement, sans compter ses sources que n'avait jusqu'ici utilisées aucun autre auteur ayant écrit sur le conflit mondial du milieu du XXe siècle qui a complètement transformé notre monde, laissant un héritage d'une importance transcendante pour le siècle suivant.

Un éminent historien militaire canadien a déjà dit avec désinvolture que la nature même du renseignement, le secret qui l'entoure et l'extrême rigueur de sa consigne rendaient toute tentative d'en raconter l'histoire futile, et qu'il ne fallait donc pas perdre son temps à le faire. Au contraire, selon moi. Les secrets bien gardés à l'époque, et par la suite, font en sorte qu'il est essentiel pour l'historien de se pencher

Préparez-vous à remettre en question les idées qui vous tiennent à cœur

sur cet aspect primordial des affaires humaines, particulièrement en ce qui concerne les conflits.

Impossible de s'y soustraire simplement parce que la tâche semble trop difficile. John Bryden, dans deux ouvrages précédents (*Best Kept Secret: Canadian Secret Intelligence in the Second World War* et *Deadly Allies: Canada's Secret War 1937-1947*), nous a montré qu'un auteur compétent et persévérant pouvait, grâce à des recherches acharnées et imaginatives, faire tomber les secrets cachés par des gouvernements à leurs citoyens pendant la guerre.

Remercions John Bryden d'avoir mis son talent au service de l'étude du renseignement allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale. Lisez *Fighting to Lose* en étant prêt à voir vos vieilles idées sur la guerre remises en question. Elles pourraient se heurter aux nombreuses et nouvelles conclusions de l'auteur. Vous devriez peut-être suivre le conseil de Bryden, soit de lire la rétrospective historique en annexe avant d'entamer le premier chapitre. Cela permet de situer le tout dans un contexte plus vaste et facilite la compréhension pour le profane. D'ailleurs, cet essai est un ouvrage brillant à part entière, condensant et facilitant la compréhension de quelques centaines d'années de conflits et de renseignement.

John Bryden est un ancien député libéral de la circonscription d'Ancaster Dundas Flamborough-Aldershot (1993-2004). Carl Christie est agrégé supérieur de recherche au Centre d'études sur la défense et la sécurité de l'Université du Manitoba.

À la recherche de Camelot



Morgan Le Fay, par G.F. McCauley, FriesenPress, 3 juin 2013, Canada, 272 pages, ISBN 978-1460212219. Critique de Richard Cameron.

Certains critiques littéraires sont des élitistes. Ils prétendent s'infiltrer dans la tête des auteurs et deviner leurs intentions, leurs intrigues, leur style d'écriture et leurs motivations les plus sombres et les plus profondes.

Je ne suis pas l'un d'entre eux; je ne suis pas un élitiste. Je suis déjà dans la tête de l'auteur G. F. McCauley, car j'ai grandi dans la même petite ville ontarienne que lui, à peu près à la même époque, et que je suis fait des mêmes petits fragments de matière grise qui ont fait naître ses idées.

Donc, dans un sens, j'ai rencontré Sanford Berkett McDougal, alias Sandy, le chevalier errant de *Morgan Le Fay*, l'objet de désir, de plaisir et de désespoir de McCauley, l'artiste du sexe qui raconte sa croisade personnelle pour un saint Graal pas si saint que cela.

Son graal est justement la charmante Morgan O'Halloran, qui ne se cache point dans le sable de la terre sainte. Elle habite dans l'île du Sud de la Nouvelle-Zélande. Or, comme tout Graal enseveli sous la brume du temps, elle fait douter Sandy et lever les incertitudes dans sa vie, tous ces moments inachevés que l'on souhaite revivre, refaire et ne pas oublier.

Morgan O'Halloran est la Morgan Le Fay de l'histoire, la fée Morgane de la légende arthurienne, une puissante sorcière, l'adversaire du roi Arthur (elle serait sa demi-sœur, selon la légende) et de la reine Guenièvre. Elle est la fée, ou magicienne, qui séduit Sandy McDougal. Il se rend compte qu'il ignore si elle est son amie ou son ennemie, si elle l'aide ou le trompe, si elle est maléfique

Elle sait des choses
dont Sandy n'a
jamais rêvé...

ou angélique. Or, comme toute sorcière, elle détient de lourds et profonds secrets sur lui et leur relation.

Permettez-moi de faire une pause. Je n'ai nullement l'intention de révéler en détail la croisade de Sandy. Je me contenterai de dire que G. F. McCauley est un grand conteur. Le livre ne suit aucune recette et ne trahit aucune angoisse ni aucune colère. Dans un livre de la sorte, le lecteur sait dès le départ comment l'intrigue se dénouera. Pensez à une Harley Davidson roulant à 90 miles à l'heure dans un cul-de-sac. Vous, le lecteur, savez comment l'histoire finira.

Morgan Le Fay est l'histoire émouvante de la quête d'un homme à la recherche de son Camelot personnel et de sa propre Guenièvre. Il se met en route avec un sardonique brio, mais il ne tient pas la route. File-t-il à toute allure dans une rue à sens unique? S'est-il de nouveau engagé dans la mauvaise voie?

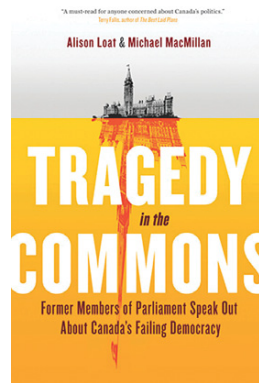
Morgan est à la fois l'amante idéalisée et l'adversaire. Elle sait des choses dont Sandy n'a jamais rêvé et elle l'entraîne dans un acte d'amour héroïque qu'il n'aurait jamais pu imaginer, un acte que les Néerlandais et les Suisses ont inculqué dans leurs sociétés au nom de la dignité humaine.

Sandy apprend autant sur lui-même que sur Morgan. Son désespoir augmente à mesure que l'histoire avance. Tout autour de lui n'est que malheur.

Ce n'est que lorsqu'il retourne dans sa ville natale de Lowvert et qu'il peut faire un doigt d'honneur à ses copains d'école que Sandy en vient à se comprendre.

Camelot n'est nulle part. Il se cache toujours en soi.

Gary McCauley est un ancien député libéral de Moncton, au Nouveau-Brunswick (1979-1984). Le critique Richard Cameron est un rédacteur en chef à la retraite du *Georgetown Herald*.



Le côté obscur de la démocratie canadienne

Un triste portrait de ce qu'être
député signifie de nos jours.

Tragedy in the Commons: Former Members of Parliament Speak Out About Canada's Failing Democracy, par Alison Loat et Michael MacMillan, Random House Canada, 15 avril 2014, Canada, 274 pages, ISBN 978-0307361295. Critique de Harrison Lowman.

En 1968, l'écologiste Garrett Hardin a rédigé un essai intitulé la « Tragédie des biens communs », qui montre comment des éleveurs finissent par surexploiter un pré n'appartenant à personne et à l'accès libre si rien ne les incite à court terme à protéger cette ressource commune. Dans *Tragedy in the Commons*, Alison Loat et Michael MacMillan appliquent ce concept économique à la Chambre des communes.

Loat et MacMillan ont cofondé Samara, un groupe de réflexion cherchant à améliorer la participation politique au Canada depuis 2009. Selon une recherche réalisée par le groupe en 2012, seulement 55 pour cent des Canadiens sont satisfaits de l'état de leur démocratie. Les auteurs concluent que la démocratie est en danger et soutiennent que les députés et leur parti doivent comprendre qu'« ils arrivent au stade où les citoyens les considèrent inutiles ».

Afin de connaître les raisons de cette insatisfaction, Samara a mené des entrevues de départ auprès de 80 anciens députés un peu partout au Canada. Les députés en question étaient issus des cinq partis représentés au Parlement entre 2004 et 2011.

Il est ressorti de ces entrevues que les dirigeants communautaires sont souvent propulsés dans le rôle ambigu de député avec réticence. Une fois rendus sur la Colline, ces hommes et ces femmes, prétendent les auteurs, sont laissés à eux mêmes et doivent se débrouiller dans un milieu partisan dicté par le bureau du chef.

Difficulté à définir le terme

Loat et MacMillan soulignent la nécessité de définir le terme « député » pour

comprendre l'aversion du public à l'égard d'une charge qui inspirait auparavant tant de respect. Selon eux, la guérison ne pourra commencer que lorsque les anciens députés commenceront à défendre leur profession, leur désir d'y accéder et les raisons pour lesquelles la politique revêt de l'importance. Les entrevues menées par Samara montrent qu'un grand nombre de parlementaires hésitent à reconnaître leur intention d'entrer en politique; ils se voient plutôt comme des personnes de l'extérieur du milieu. « Bon nombre d'entre eux se présentent comme si on les avait presque forcé, à leur corps défendant, à entrer en politique. » De nombreux anciens députés semblent aussi hésiter à reconnaître qu'ils étaient des politiciens ordinaires qui sont entrés dans le système par eux-mêmes; ils cherchent plutôt à se présenter comme des Canadiens préoccupés en marge de cet imparfait système.

Les auteurs soulignent aussi toute la confusion entourant les fonctions d'un député. Bon nombre de Canadiens ne s'y retrouvent pas. Selon Samara, les anciens députés sont nombreux à présenter des descriptions de travail contradictoires, décrivant la différence entre agir en tant qu'« administrateur », un représentant qui suit son propre jugement, et un « délégué », une personne qui se laisse diriger par les désirs de ses électeurs.

Loat et MacMillan expliquent comment un quart des députés interrogés considèrent que le service aux électeurs représentait la meilleure partie de leur travail. Ils critiquent néanmoins la tendance des « députés à consacrer beaucoup de temps et de ressources pour agir comme représentants du service à la clientèle de la bureaucratie fédérale ». Sans contredit, bon nombre des parlementaires estiment que le moment le plus satisfaisant et stimulant de leur carrière a été celui où ils ont plongé leur regard dans celui de néo-Canadiens à qui ils ont donné un petit coup de pouce dans le cadre de leur demande

d'immigration. Toutefois, à l'appui des auteurs, éteindre des feux de brousse bureaucratiques est-il vraiment le travail d'un député ou d'un fonctionnaire?

Indifférence et attentes du parti

Les députés aiment aider leurs électeurs à naviguer dans cette bureaucratie, en partie car le havre de paix qu'est leur bureau de circonscription semble être le seul endroit où ils n'ont pas à obéir aux ordres de leur parti. Les entrevues ont révélé que l'accueil des nouveaux députés à Ottawa est réduit à sa plus simple expression et que les anciens sont très protecteurs de leurs connaissances, et ce, pour empêcher les nouveaux venus de monter dans la hiérarchie. Plutôt que d'être éduqués, les députés semblent être accueillis par une vague d'attentes partisans. Ces dernières leur sont transmises par les bureaux tout puissants des chefs qui contournent de plus en plus les députés pour interagir directement avec les électeurs et qui valorisent et récompensent la loyauté par dessus tout.

Les auteurs soutiennent que les partis « se montrent insensibles à l'égard de la réussite des nouveaux dans presque tous les aspects de leur travail, sauf un, soit la façon dont ils votent ». Cela vaut pour les nominations aux comités, où l'on semble s'attarder peu à la meilleure façon d'utiliser

les connaissances de chaque député. Plusieurs seront d'accord pour dire qu'il est injuste que les partis effectuent de vastes recherches sur leurs candidats et vantent leurs atouts et spécialisations, sans en tenir compte une fois qu'ils sont élus.

Poussés hors du nid après leur élection, les députés devraient consacrer leurs apparitions en public, surtout à la période des questions, à s'insulter les uns les autres et à marquer des points devant les médias. Selon la majorité des députés interrogés, le travail le plus productif et intéressant au Parlement a lieu au sein des comités et des caucus. Les auteurs concluent que cela nuit au système, en ce sens que le travail le plus important, le seul endroit où les députés peuvent exprimer leur désaccord avec leur parti, n'est pas visible du public. Et puis, c'est le côté théâtral de la période de questions qui la rend divertissante. Est-il possible de transformer les délibérations des comités de façon à ce que les Canadiens veuillent les regarder?

Semer le changement

Tragedy in the Commons laisse les lecteurs avec l'idée que la démocratie canadienne, imparfaite, est dans une impasse et demande aux députés d'en réclamer le changement.

Les anciens députés qui ont été interrogés sont considérés comme des vic-

times de la tragédie aux communes, car ils redoutaient les répercussions politiques auxquelles ils auraient eu à faire face s'ils avaient parlé contre les imperfections qu'ils dénoncent maintenant. La tragédie se poursuit encore aujourd'hui.

Loat et MacMillan semblent faire porter la responsabilité de la tragédie sur les épaules des députés. Ils reconnaissent que les anciens députés s'exonéraient constamment de tout blâme pour ces problèmes pendant les entrevues : ils en rejetaient la faute sur les partis, le personnel politique, les chefs, les médias et la culture à Ottawa. Ils concluent en disant qu'« à la base, tout problème parlementaire existe parce que les députés lui permettent d'exister ». Ils soulignent qu'il ne faut pas attendre une réforme institutionnelle ou constitutionnelle, car il faudrait attendre des décennies. Ils font plutôt confiance aux députés actuellement à la Chambre désireux de secouer le système et ils les encouragent à commencer dès maintenant. Voilà qui n'est pas une mince tâche, puisqu'il faudrait que les députés renoncent à leur bannière politique bien établie pour lutter sous le drapeau plus ambigu de la démocratie. Néanmoins, comme un sage l'a dit un jour : « La seule chose nécessaire au triomphe du mal est l'inaction des gens de bien. »

Cessez de dénigrer la période de questions!

par Keith Penner



Keith Penner.

Fulminer contre la période des questions est devenu la position adoptée par défaut par la plupart des observateurs parlementaires. Arrêtez, je vous en prie. La période des questions n'a rien de fondamentalement mauvais. Selon moi, un seul changement y est nécessaire.

À Westminster, ce sont les discours éloquentes qui servaient à repérer ceux qui avaient un avenir politique. Ce fut donc le cas de Robert Peel, W.E. Gladstone, Benjamin Disraeli, et Winston Churchill. Au Canada, la PQ sert de mécanisme pour sélectionner les députés et les ministres efficaces. Ceux qui sont en mesure de poser des questions utiles et mordantes sur des enjeux nationaux passent le test. Ceux qui peuvent, sans note

et en regardant le ministre dans le blanc des yeux, lancer des missiles verbaux de l'autre côté sont des vedettes parlementaires. Les ministres qui peuvent intercepter ces salves et les renvoyer sans trop de dommages sont les protecteurs et les ardents défenseurs du gouvernement.

Lorsque le président invite les députés à poser des questions, il lance un nid de guêpes dans la Chambre. Les prédateurs en liberté plongent, attaquent, bourdonnent et parfois piquent. Les ministres compétents écrasent ces pestes avec finesse. Ceux qui n'y arrivent pas laissent tomber le gouvernement.

Lors d'une législature antérieure, un nouveau ministre a décidé, de son propre gré, de répondre de manière complète et détaillée aux questions qui lui étaient posées. Il est rapidement devenu un objet de dérision et on ne lui a plus posé de questions.

La PQ ne sert pas à recueillir de l'information. Elle est conçue pour marquer des points politiques, tout comme un coureur de formule 1 est formé pour

rouler à haute vitesse. Un leader de l'opposition à la Chambre s'est un jour fait demander ce qu'il fallait faire pour figurer sur la liste. « Pouvez-vous faire couler du sang ou de l'encre? », a-t-il répondu.

La PQ peut-elle être facilement et rapidement améliorée? La réponse est oui. Il appartient à ceux qui n'ont pas réussi à se démarquer de devenir des chahuteurs parlementaires.

Le chahut est un art qui doit être développé et encouragé. Tous les partis ont besoin de bons sondeurs. La qualité de la voix et le choix du moment sont essentiels. Le problème vient des députés inarticulés aux capacités amoindries qui font simplement des gestes disgracieux ou, pire, du tapage assourdissant. La PQ doit permettre à d'excellents chahuteurs de performer. Pour ce qui est des autres, permettons-leur de rester et de trouver leur valeur ailleurs.

On dénigre trop la période des questions. Laissons le statu quo prévaloir avec ce léger changement.

Notre hommage à ceux qui nous ont quittés

par Harrison Lowman



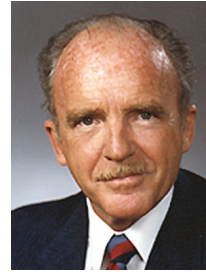
John Browne.



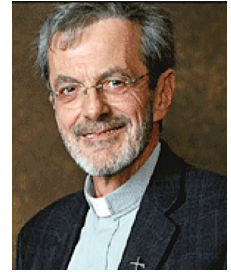
Norval Horner.



Ronald McLelland.



L'hon. William Kelly.



Abbé Raymond Gravel.

John Browne (Fergie)

L'ancien député progressiste-conservateur John Browne s'est éteint paisiblement à l'hôpital général de Vancouver le 9 juin 2014 à l'âge de 94 ans.

John a vu le jour à Regina, en Saskatchewan. Lorsque la guerre a éclaté en Europe, il a répondu à l'appel de son pays. Le jeune homme s'est enrôlé dans l'Armée canadienne et a combattu en Angleterre, en France, en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. Il s'est vu décerner, pour son courage, l'Étoile France-Allemagne, l'Étoile de 1939-1945, la Médaille de la guerre, la Médaille de la Défense et la Médaille canadienne du volontaire avec l'agrafe du service outre-mer.

John a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1958 dans la circonscription de Vancouver Kingsway. Il a été défait en 1962. Avant d'entrer dans l'arène politique, il avait été directeur du trafic.

John a été précédé dans la mort par sa tendre épouse Margaret en 2006. Il laisse dans le deuil ses fils Doug (Margaret) et Stephen (Rayna) ainsi que ses nièces Judy, Carol, Donna et Wendy, et ses neveux Wayne, Larry, Robert, Allen et Walter.

Norval Horner

Norval Horner est décédé le 3 avril 2014 dans sa nouvelle demeure à Nanaimo, en Colombie-Britannique, à l'âge de 83 ans.

Norval est né le 21 août 1930 à Blaine Lake, en Saskatchewan. Il était le septième enfant d'une famille de neuf.

Diplômé en génie et en enseignement de l'Université de la Saskatchewan, il a été agriculteur, homme d'affaires et directeur au sein de la division scolaire de Sturgeon. Une fois retraité, il gérait un terrain de golf à Sunnybrook, en Alberta, avec son frère Jack. Il passait le reste de ses journées avec la communauté du bridge d'Edmonton.

Norval est issu d'une famille de politiciens de longue date. Son père, Ralph

Horner, s'est porté candidat aux élections et a siégé au Sénat. Son frère, Hugh Horner, a été député fédéral et provincial. Son frère Jack et son cousin Albert ont aussi été députés fédéraux. Son neveu, Doug Horner, est l'actuel ministre des Finances de l'Alberta.

Norval a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1972 sous la bannière des progressistes-conservateurs dans Battleford-Kindersley. Il a été défait deux ans plus tard par 85 votes.

Il laisse dans le deuil huit enfants, sept petits enfants et trois petits petits-enfants.

Ronald McLelland

Athlète, agriculteur et homme de terrain, l'ancien député progressiste-conservateur Ronald David McLelland est décédé à l'hôpital le 1er février 2014 à l'âge de 88 ans. Agriculteur à part entière, Ron a travaillé à la ferme toute sa vie jusqu'à ce qu'il tombe malade après la récolte de 2011.

Né le 27 mars 1926 à Loreborn, en Saskatchewan, Ron était un gars des prairies dans l'âme. Il a joué au hockey avec les Tigers de Loreborn et, plus tard, pendant trois saisons, avec les Sepoys de Lucknow. C'est d'ailleurs à Lucknow qu'il a rencontré son épouse Agnes Conley. Le couple s'est marié en mars 1951 pendant une pause des séries éliminatoires. Ron a aussi joué au baseball avec les Cranes, qui ont par la suite été introduit au temple de la renommée du baseball de la Saskatchewan.

Ron a toujours été actif au sein de nombreux organismes de la collectivité, dont le conseil municipal de Loreborn, le conseil scolaire, le club de curling, la ligue de hockey, la cure pastorale de Loreborn/Hawarden, le conseil presbytéral de l'Église Unie du Canada, le conseil d'administration de l'hôpital d'Outlook, le syndicat du blé et l'organisme d'aménagement de la rivière Saskatchewan. Il a fait partie de l'Association internationale des clubs Lions toute sa vie,

et a été membre et président fondateur du club Lions de Loreburn. Il a aussi fait partie de la fraternité maçonnique pendant près de six décennies.

En 1965, ce disciple de Diefenbaker a été élu dans la circonscription de Rosetown-Biggar, poste qu'il a occupé pendant quatre ans. Il s'est plus tard vu décerner la Médaille du Centenaire ainsi que la Médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération en reconnaissance de ses services et de sa contribution à sa collectivité et au Canada. John laisse dans le deuil son épouse Agnes, son fils Cameron (Eileen), sa fille Marlene, ses petits-enfants Chrysten et Kristyanne (Chun), et sa sœur Marion.

L'hon William Kelly

Après avoir consacré toute sa vie à servir, l'honorable William McDonough Kelly s'est éteint le 16 novembre 2013 à l'âge de 88 ans.

Né le 21 juillet 1925, l'ancien sénateur progressiste-conservateur était un gentilhomme et, selon sa famille, un « jeune de cœur ». Bill avait certes une attitude professionnelle, mais il avait aussi des opinions bien arrêtées et un grand sens de l'humour, qu'il n'a jamais perdu d'ailleurs.

Bill, qui avait une formation en génie civil, a travaillé pour l'industrie de l'énergie à titre de consultant. Lorsque la guerre a éclaté en Europe, il a servi comme lieutenant dans le Deuxième Régiment du génie. Plus tard, il a été lieutenant-colonel honoraire pour le même régiment.

En politique, il a agi comme stratège pour le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario dans les années 1970 et 1980. Il a été nommé au Sénat par Pierre Trudeau en 1982, dans ce que feu l'honorable John Lynch-Staunton (ancien sénateur progressiste-conservateur) a décrit comme un « éclair de génie ».

Au cours de ses 18 années au Sénat, Bill a pris part à plusieurs comités et a joué le rôle de whip et de président de caucus.

Il est surtout connu pour avoir présidé le Comité spécial du Sénat sur la sécurité et les services de renseignement et le Comité spécial du Sénat sur le terrorisme et la sécurité publique. À la fin des années 1990, Bill a mis fin, grâce à une intervention liée à la procédure, à une manœuvre d'obstruction, ce qui a éventuellement permis l'adoption de la TPS (taxe sur les produits et services).

À sa retraite du Sénat, Bill a été salué par ses collègues pour avoir fermement désapprouvé la partisanerie. « Il est, et j'emploie le mot dans son sens le plus objectif, de l'ancienne école dont les valeurs tendent à disparaître et selon lesquelles un second examen objectif, l'harmonie, la bonne volonté et la collégialité doivent être la marque de notre institution », a déclaré Lynch-Stauton au Sénat peu avant la retraite de Bill.

« Au moment de dire au revoir à un remarquable sénateur et ami, je pense à des mots comme "calme" et "dignité" et aux attributs traditionnels remarquables d'un vrai gentleman canadien », a ajouté l'ancien sénateur libéral, l'honorable Alasdair Graham.

En dehors de la vie politique, Bill a été directeur du Conseil sur l'usage abusif de la drogue, président du conseil d'administration de l'Université polytechnique Ryerson et coprésident d'un groupe de travail mis sur pied en 1984 pour étudier les sociétés d'État.

Bill était le père d'Ann Kelly Walsh (Larry) et de Paddy Kelly Parr (Brian), le grand-père de Michael Walsh (Vera Roncon), Stephen Walsh (Pauline), Braden Parr (Lyssa) et Liza Parr-Swale (Luke).

Abbé Raymond Gravel

Raymond Gravel est décédé le 11 août 2014 au Centre hospitalier régional de Lanaudière, au nord-est de Montréal, des suites d'un cancer du poumon. Il avait 61 ans. Raymond a été à la fois député du Bloc Québécois et prêtre catholique.

Raymond est né à St-Damien-de-Brandon, au Québec. Quittant le domicile familial à l'âge de 16 ans, il a vécu dans le monde de la drogue et du sexe pendant sa jeunesse. Il a travaillé très tôt dans deux bars du village gai à Montréal. Raymond a trouvé la foi en l'Église catholique romaine dans les années 1980. Il est entré au séminaire en 1982 pour devenir prêtre.

Raymond était un militant social dynamique et a été le député de la circonscription de Repentigny de 2006 à 2008. Il avait obtenu une permission spéciale du pape pour se porter candidat. Au Parlement, il était le porte-parole du Bloc sur les enjeux liés aux aînés.

Les opinions progressistes de Ray-



L'hon. Marcel Masse.



L'hon. Pierre Bussière.



Andrew Chatwood.

mond s'opposaient souvent à celles de l'Église et se traduisaient dans ses positions. Raymond a remporté ses élections avec le Bloc avec une confortable avance et s'est opposé au projet de loi C-484, selon lequel porter atteinte au fœtus aurait été un crime distinct de celui de porter atteinte à la mère. Il a plus tard manifesté son appui au Dr Henry Morgentaler lorsqu'il a reçu l'Ordre du Canada. Il a toujours été fermement pour le mariage de conjoints du même sexe.

Puis, le Vatican lui a demandé de choisir entre la politique et la prêtrise, qu'il a choisie en 2008, tout en restant au fait de la politique. Il a critiqué la charte des valeurs proposée par le gouvernement du Parti Québécois dans une lettre ouverte, la décrivant comme « digne d'une dictature », et il a plus récemment affirmé son soutien au projet de loi sur le droit de mourir dans la dignité.

Le premier ministre Stephen Harper a présenté ses condoléances sur Twitter, tout comme le chef du NPD Thomas Mulcair et le chef libéral Justin Trudeau.

« Laureen et moi offrons nos condoléances à la famille de Raymond Gravel, a écrit le premier ministre sur son compte Twitter. Raymond est un ancien collègue de la CdC et il nous manquera. » L'ancienne ministre du PQ Véronique Hivon a dit de Raymond qu'il n'avait jamais eu peur de s'opposer aux positions de l'Église et que son soutien lui avait permis de faire progresser son travail sur le projet de loi sur le droit de mourir dans la dignité.

« Il dégagéait une sérénité et une chaleur humaine », a-t-elle déclaré.

L'hon. Marcel Masse

L'ancien progressiste-conservateur Marcel Masse est décédé le 25 août 2014 à l'âge de 78 ans.

Marcel est né dans la région de Lanaudière, au Québec. Il a fréquenté l'Université de Montréal, a enseigné l'histoire et a défendu activement plusieurs causes.

En 1966, il est devenu député de la circonscription de Montcalm pour l'Union Nationale ainsi que ministre. Il a été ré-

élu en 1970, mais a quitté la politique en 1973 pour travailler pour le groupe Lavalin à titre de vice-président du marketing et du développement.

En 1984, il a été élu avec les progressistes-conservateurs de Mulroney, devenant le député de la circonscription de Frontenac. À la Chambre des communes, il a travaillé pour les Communications, l'Énergie, les Mines et les Ressources, ainsi que la Défense nationale. En 1993, il a démissionné du cabinet et ne s'est pas présenté à l'élection fédérale. Il a aussi été président du Conseil de la langue française du Québec, délégué général du Québec à Paris et président de la Commission des biens culturels du Québec.

L'amour que portait Marcel à l'histoire était inextricablement lié à sa passion pour la langue et la culture française. Il a contribué à l'établissement du Festival international de Lanaudière, de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, de la Société du patrimoine politique du Québec, de l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française et de l'Encyclopédie du patrimoine politique du Québec. En 1995, il a été fait officier de l'Ordre national du Québec.

« À bien des égards, il était très réservé et très posé en privé, même s'il était un grand orateur lors des rencontres politiques, » a confié Mulroney à la Presse canadienne. Il faisait valoir son point de vue et, s'il ne gagnait pas, il s'en allait la tête haute et le sourire aux lèvres et passait à autre chose. »

« Mes condoléances aux amis et à la famille de Marcel Masse. Il a servi ses concitoyens avec dévouement », a écrit le premier ministre Stephen Harper sur son compte Twitter après le décès de Marcel.

Marcel laisse dans le deuil son fils Jean Martin (Marie-Claude Cossette), sa fille Marie-Hélène (Christophe Virondaud), ses petits-enfants bien-aimés Mathieu, Catherine, Louis-Éric Thomas, Cléa et Paul, son frère Jean-Michel (Solange Trudeau), sa sœur Maria Pia, ses frères et sœurs Michel Gallay (feu Céline Masse), Madeleine Martin (feu Marcel Sansre-



Dr. Harry Harley.



L'hon. Archie H. Johnstone.

gret), Germain Villeneuve (feu Agnès Martin), Colette Martin (Fernando Villeneuve), Monique Martin Sarrazin (Denis Bérubé), Jacques Martin (Colette Ducharme) et Peter Martin (Yvette Allaire).

L'hon Pierre Bussière

L'ancien député libéral Pierre Bussière est décédé le 15 août 2014 à l'âge de 75 ans. Avant d'entrer dans le monde de la politique, Pierre travaillait comme adjoint exécutif.

En 1974, il a été élu à la Chambre des communes comme député de la circonscription de Charlesbourg, au Québec. Pendant son mandat, qui a duré 10 ans, Pierre a été ministre du Revenu national, ministre d'État, secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et secrétaire parlementaire du ministre d'État aux Sciences et à la Technologie.

Il laisse dans le deuil Mme Gertrude Cloutier, ses enfants Denis (Guilande) et Marie-Pierre, ses petits-enfants Gervais, Woopi et Derek, ses sœurs Annick (Lucille) et Odile (Pierre-André Cusson).

Andrew Chatwood

L'ancien député libéral Andrew Chatwood nous a quittés le 3 août 2014 au terme d'une bataille de huit semaines contre une insuffisance cardiaque à l'hôpital Royal Columbian de New Westminster, en Colombie-Britannique. Il était âgé de 83 ans. Sa tendre épouse des 59 dernières années, Leona (née Butt), était à son chevet.

Andrew est né à St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador le 3 juillet 1932, de parents aimants, feux Jessie (née Wilson) et Albert Chatwood.

Il a été élu à la Chambre des communes en tant que député de Grand Falls-White-Bay-Labrador le 19 septembre 1966 lors d'une élection partielle. Au Parlement, Andrew a siégé au Comité permanent de l'industrie, des recherches et de l'exploitation énergétique, au Comité permanent des affaires du Nord et des ressources nationales, au Comité permanent des transports et des communications et au Comité spécial mixte sur l'hymne national et l'hymne

royal. Andrew a perdu son siège lors de l'élection fédérale de 1968 au profit du progressiste-conservateur Ambrose Peddle, aujourd'hui décédé. Andrew était superviseur administratif et directeur des ventes de métier, mais il a aussi été fonctionnaire aux ministères des Transports et des Anciens Combattants. En dehors du gouvernement, il a été aspirant de la marine et garçon de la Baie d'Hudson. Les divers chapeaux qu'il portait l'ont amené aux quatre coins du pays. Sa famille s'est établie à St. John's et North West River, à Terre-Neuve-et-Labrador, à Vancouver et à Victoria, en Colombie Britannique, à Ottawa, en Ontario, et à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les proches d'Andrew font valoir qu'il n'a jamais manqué de sagesse et de gentillesse. Ils servaient souvent de public à ses citations et ses histoires édifiantes. On lui rendra hommage en apposant une plaque sur un banc près du fleuve Fraser à Burnaby, en C.-B., un endroit qu'il fréquentait en compagnie de ses chiens Chip et Molly.

Andrew laisse dans le deuil son épouse Leona et ses enfants, Andrew Chatwood (Kendra Simmons) et ses enfants Andrew, Lawrence et Edward de Cobourg, en Ontario, Elizabeth Chatwood de Vancouver, en Colombie-Britannique, John Chatwood (Kim née Thrush) et ses enfants Emily, Daniel et Samuel de Smiths Falls, en Ontario, et Susan Chatwood (Ewan Affleck) et ses enfants Alexander et Anika de Yellowknife, Territoire du Nord-Ouest. Ses sœurs et frères Philippa Chatwood, Ann Abraham et Albert Chatwood l'ont précédé dans la mort.

Dr. Harry Harley

L'ancien député libéral Harry Harley est décédé le 27 septembre 2014 à l'hôpital Trafalgar d'Oakville. Il avait 88 ans. Né le 4 juin 1926, Harry a exercé la médecine et occupé des postes à la Crown Life Canada et à l'hôpital Grace de l'Armée du Salut. Ses proches disent de lui qu'il aimait les défis.

Pendant la SGM, Harry a répondu à l'appel de son pays en devenant soldat. De 1944 à 1945, il a été aviateur au sein de l'Aviation royale du Canada. Dans les années 1950, Harry a servi dans le Corps de santé royal canadien. Il a d'abord été capitaine, puis a été promu au grade de major en 1956. Harry a aussi servi en Europe au sein de l'OTAN.

C'est lors de l'élection générale de 1962 qu'Harry est devenu député de la circonscription d'Halton, en Ontario. Il a été réélu aux élections de 1963 et de 1965. En 1968, Harry a choisi de quitter

la politique, ayant servi pour la Chambre pendant six ans.

Harry laisse dans le deuil ses fils Bruce (Shelley) et Doug, sa fille Janet (Dan), ainsi que ses petits-enfants bien-aimés Cassandra, Holly (Lane), Caitlin et Ty, et ses petits-petits-enfants Danielle et Lillian. Harry a été précédé dans la mort par Marg, sa charmante épouse avec laquelle il a été marié pendant 64 ans.

L'hon. Archie H. Johnstone

Ancien sénateur libéral, l'honorable Archie H. Johnstone C.D. est décédé paisiblement chez lui à Kensington, dans l'Î.-P.-É., le samedi 8 novembre 2014 à l'âge de 91 ans.

Archie est né le 12 juin 1924 à Burlington, dans l'Î.-P.-É. En 1954, il a reçu la prestigieuse bourse d'études Nuffield afin d'étudier les pratiques agricoles britanniques. Dans l'Île, Archie a travaillé avec son père à la construction de Woodleigh Replicas, un parc de modèles miniatures de célèbres symboles britanniques. En 1963, il a créé le parc d'attractions Rainbow Valley. Plus tard, il a travaillé avec son fils Ronald en vue de créer des attractions touristiques. Il a été président de la Fédération de l'agriculture de l'Î.-P.-É. et directeur de l'Association touristique de l'Île.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Archie a été mitrailleur de queue à bord d'un bombardier Halifax quadrimoteur.

Son chemin a alors croisé celui d'autres insulaires et d'un futur collègue sénateur, feu Orville Phillips, qui a aussi servi dans l'Aviation royale du Canada. Les deux sénateurs ont siégé au Sous-comité sénatorial des anciens combattants, Orville en tant que président et Archie en tant que vice-président. Ils ont passé des mois à voyager partout au pays et à visiter plus de 70 pour cent des anciens combattants placés dans des établissements pour savoir comment le gouvernement pouvait améliorer leur traitement. En 1998, Archie a été nommé au Sénat par le premier ministre de l'époque, Jean Chrétien. Il s'en est retiré à l'âge de 75 ans en 1999. Archie a alors entrepris une carrière d'écrivain et d'éditeur et a rédigé sept livres après son 80e anniversaire.

« Ce fut un privilège de servir avec Archie au Sénat. Ses qualités personnelles et son dévouement lui ont valu le respect et l'admiration de ses pairs », a déclaré la sénatrice libérale à la retraite et ancienne première ministre de l'Î.-P.-É., Catherine Callbeck. Archie laisse dans le deuil sa charmante épouse Phelicia; ils venaient de célébrer leur 65e anniversaire de mariage. Il laisse aussi derrière ses trois fils et sa fille.

Voir aussi Erik Spicer au recto de la couverture arrière.



Geoff Scott.

Avortement. Religion. Confrontation. Élection. Du déjà vu?

par Geoff Scott

Un quart de siècle s'est écoulé depuis que la Cour suprême du Canada et la Chambre des communes se sont prononcées sur la houleuse question de l'avortement. Tous les partis tenaient à l'époque un discours émotif. Le plus haut tribunal du Canada a déterminé en 1988 que la disposition du Code criminel portant sur l'avortement était « inconstitutionnelle » et qu'elle violait le droit de la femme « à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne » garanti par la Charte. Bien que l'avortement ait été illégal au début de l'histoire du Canada, il n'est plus encadré par le droit criminel de nos jours, mais par la Loi canadienne sur la santé. En 1989-1990, le projet de loi C-43 a été adopté de justesse à la Chambre, mais s'est trouvé dans une impasse au Sénat. Depuis, aucune législation en matière pénale n'est venue régir la question. L'avortement est une décision que prennent une femme et son médecin. Il y a donc 25 ans, nous, députés, avons sincèrement cru, à tort ou à raison, que nous avions mis fin à ce débat extrêmement polarisé et explosif sur le plan politique. Or, il n'en est rien.

À la veille d'une intense campagne électorale nationale, l'avortement pourrait de nouveau être le principal enjeu politique préoccupant le public. Pour paraphraser l'écrivain Stuart Woods, ranimer le débat, c'est comme lancer une grenade dans un étang recouvert d'une couche d'essence. L'étang est en ébullition depuis plus de deux décennies.

Il semble que le chef libéral fédéral Justin Trudeau vient de lancer la grenade. Il a décrété que personne n'était le bienvenu au Parti libéral s'il n'était pas comme lui pro choix. M. Trudeau se cramponne aux croyances sociales de son père Pierre Elliott Trudeau : « Mon père n'a eu aucun problème à légaliser le divorce, à décriminaliser l'homosexualité et à agir de façon à reconnaître les droits fondamentaux de

la personne », a-t-il écrit dans un courriel à ses partisans.

Le chef libéral a clairement sous-estimé la résistance à sa politique inflexible au sein de son propre parti : « Je pensais au départ qu'il s'agissait d'une sortie de bozo et qu'il ne pensait pas vraiment ce qu'il avait dit », a déclaré le député libéral John McKay en privé. Trudeau a aussitôt reçu une lettre d'anciens députés libéraux décrivant sa décision comme antidémocratique et lui demandant de la révoquer.

Voici la réponse de Trudeau à la réaction négative suscitée par sa décision : « L'époque où de vieux messieurs décident de ce qu'une femme peut faire de son corps est révolue. Les choses se sont améliorées. Le #PLC [Parti libéral du Canada] défend les droits », a-t-il déclaré dans un gazouilli.

Intervention dépassée de l'Église et de l'État?

« Il convient de noter que si le pape François avait, dans sa jeunesse, renoncé à la prêtrise en Argentine pour déménager au Canada et assumer la noble vocation de politicien, et que votre politique avait alors été en vigueur, il n'aurait pas pu se porter candidat pour votre parti. »

C'est son éminence le cardinal Thomas Collins qui a formulé cette observation. Dans une lettre ouverte, il a fait savoir à Justin Trudeau que son archidiocèse de la région de Toronto comptait deux millions de membres. « Je les encourage tous, peu importe leur allégeance, à servir la collectivité non pas seulement en votant, mais aussi en jouant un rôle actif dans la vie politique en se portant candidat. Il n'est pas juste qu'ils soient exclus de tout parti parce qu'ils sont fidèles à leurs croyances, » a-t-il écrit. « Je vous demande instantanément de revoir votre position. »

Les propos du cardinal seront troublants pour les pieux catholiques animés de fortes convictions. Seront-ils de nouveau confrontés à un dilemme dans

l'isolement : l'Église ou le parti? Lorsqu'il est question d'enjeu comme l'avortement, où la religion et la politique entrent en conflit, le mélange est tout aussi toxique au XXI^e siècle. Dans un article publié dans le *Toronto Star*, Heather Mallick écrit : « Se disputer pour des questions personnelles comme l'avortement est un gouffre sans fond. » Elle cite ensuite le député conservateur Gordon O'Connor : « L'avortement sera toujours une réalité sociale. [...] Cette pratique ne peut être éliminée. »

Même si les anciens collègues du premier ministre Stephen Harper issus de l'Alliance ne restent pas silencieux sur les enjeux sociaux, le premier ministre se refuse à toute mention du mot avortement, sujet politique chaud s'il en est. M. Harper a, à maintes reprises dit qu'il n'avait aucunement l'intention de discuter directement de la question : « Tant que je serai premier ministre, nous ne rouvrirons pas le débat sur l'avortement, » a-t-il déclaré en 2011. « [...] Toute mesure de ce genre sera rejetée tant et aussi longtemps que je serai premier ministre. »

(Incidentement, dans son initiative sur la santé maternelle, le premier ministre, qui a la réputation internationale de se faire le champion des femmes opprimées dans le monde entier, a coupé court à la planification familiale, même si des milliers de femmes meurent des suites d'avortements non sécuritaires et illégaux.) Le premier ministre pourrait bien être sur la même longueur d'onde que l'opinion publique. Bien que l'avortement ait préoccupé la société canadienne pendant plusieurs décennies, les sondages révèlent les uns après les autres qu'en 2014, la vaste majorité des Canadiens ne veulent pas en parler pour l'instant.

Mes pires moments en tant que député

La question n'est toutefois pas résolue pour les pro-vie. L'avortement sus-

Suite des Passages politiques...



L'hon. Richard Stanbury.



Membre honoraire, Erik Spicer.

L'hon. Richard Stanbury

L'ancien sénateur libéral Richard Stanbury, mieux connu sous le nom de Dick, s'est éteint le 21 juillet 2014, à l'âge de 91 ans. Dévoué à sa collectivité, à son pays, à ses amis et à sa famille, il a aidé à organiser et à dynamiser le Parti libéral du Canada dans les années 1960 et 1970. Il a présidé le Parti de 1968 à 1973.

Le très hon. Lester Pearson fait nommer Dick au Sénat à l'âge de 44 ans. Il y siègera pendant 30 ans, 2 mois et 20 jours! En tant que sénateur, il a présidé de nombreux comités et conduit des missions commerciales partout dans le monde.

À sa retraite, Dick a fait partie du conseil d'administration de l'ACEP. Avant le décès de Margie, son épouse bien-aimée, le couple a passé de nombreux hivers à Naples, en Floride, et les étés à Cobocok.

Il laisse dans le deuil sa sœur Elaine, son frère Bob, ses filles Jane (Gordon) et Sally, ses petits-enfants Jen (Jeff), Jackie (Charlie), Kelsey et David, et son arrière-petit-fils Tyler.

Membre honoraire, Erik Spicer

Erik Spicer, ancien bibliothécaire parlementaire, est décédé le 27 septembre 2014.

Erik a été nommé par le premier ministre John Diefenbaker en 1960 et est resté 34 ans à la Bibliothèque du Parlement. On lui reconnaît l'amélioration des fonctions administratives de cette dernière, la mise sur pied de sa section de recherche et l'adoption de nouvelles technologies.

L'un des projets qui lui tenaient le plus à cœur a été la reconstitution des débats de la Chambre et du Sénat avant la création du hansard.

Erik a pris sa retraite en 1994. Il est devenu membre de l'Ordre du Canada et s'est vu décerner le prix pour services exceptionnels de bibliothécaire de l'Association canadienne des bibliothèques.

Erik laisse dans le deuil Helen, son épouse, ses enfants John Spicer (Patricia Trotter) et Erika Scott (Andrew), ses petits-enfants Elizabeth, Katherine (Bradley Boehringer), Caroline Scott et Gabriella Spicer, son frère Clifford (Barbara), et sa sœur Samantha Wallace (Keith).

cite aujourd'hui les mêmes tensions qu'il y a 30 ans. Du milieu des années 1980 jusqu'à la campagne électorale de 1988 et au vote de mai 1990, j'ai vécu ma période la plus angoissée en tant que député à cause de ce seul enjeu. Ma circonscription d'Hamilton-Wentworth était à moitié urbaine, à moitié rurale. Les agriculteurs et autres résidents des petites villes et villages ruraux étaient farouchement contre l'avortement. Ils étaient à la tête de mouvements de contestation du genre « sauvons les cigognes » et dans le chœur dénonçant haut et fort les « tueurs de bébés ». Dans les grands centres, comme Dundas (ville-dortoir de l'Université McMaster), et dans la Montagne d'Hamilton même habitaient des défenseurs du droit à l'avortement tout aussi bien organisés.

Des manifestations étaient souvent organisées à l'extérieur de mes bureaux de circonscription, mais la police d'Hamilton-Wentworth veillait au grain. Le nombre de pro-choix et de pro-vie s'élevait à 100 ou plus; chacun était muni de porte-voix et d'affiches. Une moitié était pour, l'autre, contre. Après moult

déchirements (le vote était libre, sauf pour les ministres du cabinet), j'ai appuyé le projet de loi C-43. Il y a 25 ans, j'adhérais à l'opinion, et j'y adhère toujours, que la vie commence au moment de la conception. Rien ne devrait interrompre ou brimer cette vie, à moins d'une urgence médicale ou d'une préoccupation importante en matière de santé. Cette préoccupation est une question qui relève strictement de la femme et de son médecin. Je ne peux me prendre pour Dieu lorsqu'il s'agit du droit fondamental de la femme de choisir.

Je constate aujourd'hui, comme à l'époque, que peu importe la position qu'on adopte sur l'avortement, on finit toujours par s'opposer à quelqu'un! Le débat ne sera jamais clos en raison des opinions profondément ancrées des gens. On en viendra peut-être au classique compromis canadien : l'avortement si nécessaire, mais pas nécessairement l'avortement.

Geoff Scott a été député progressiste-conservateur dans Hamilton-Wentworth de 1978 à 1993. Il a aussi couvert la politique pendant de nombreuses années en tant que journaliste.

L'ACEP dans le monde

Observation électorale en Ukraine



Retour sur une époque moins turbulente en Ukraine : Un groupe d'anciens parlementaires à Kiev en octobre 2012. De gauche à droite : les anciens députés canadiens Darryl Gray (PC-Québec), Pierrette Venne (PC, BQ, Ind-Québec) et Jim Hart (Réf.-C.-B.), et l'hon. Roger Simmons (Lib.-Terre-Neuve). Les quatre anciens parlementaires se sont rendus à Kiev en tant que membres de la mission d'observation électorale de l'OSCE en 2012.

IL AURA FALLU DES MILLIARDS DE VAGUES POUR SCULPTER UN PAYSAGE UNIQUE.



LA BEAUTÉ SANS RACCOURCI

Sur l'Océan^{MC}, le temps et l'espace se traversent en une seule journée. L'hospitalité des Maritimes se vit, dès le départ de Montréal et jusqu'à l'arrivée à Halifax. L'Océan, c'est assurément la meilleure façon de parcourir la côte est.

L' O C É A N 110^{-ANS-}

